



Lotterie- und Wettkommission  
Commission des loteries et paris  
Commissione delle lotterie e delle scommesse  
Swiss Lottery and Betting Board

## **Utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu par les cantons durant l'année de contribution 2015**

Rapport de la Comlot à l'intention de la Conférence spécialisée des membres des gouvernements concernés par la loi sur les loteries et le marché des loteries (CDCM)

Berne, le 8 septembre 2016

Commission des loteries et paris  
Schauplatzgasse 9  
CH-3011 Berne  
Téléphone +41 31 313 13 03  
Fax +41 31 313 13 00  
info@comlot.ch

## Résumé

Les entreprises de loteries et paris sont tenues de verser aux cantons chaque année une taxe sur la dépendance aux jeux en vertu de l'art. 18 de la Convention intercantonale sur la surveillance, l'autorisation et la répartition du bénéfice de loteries et paris exploités sur le plan intercantonal ou sur l'ensemble de la Suisse (CILP). La CDCM a chargé la Comlot de rédiger à partir de 2015 un rapport annuel sur l'utilisation de ladite taxe dans les cantons. Le présent rapport est le deuxième du genre. La coordination par la Comlot de la rédaction du rapport ne diminue en rien la responsabilité des cantons en la matière, lesquels doivent garantir une utilisation conforme au droit de la taxe sur la dépendance au jeu.

Sur la base des expériences de la première année, la Comlot a précisé ou modifié certains points du rapport. En particulier, le rapport 2015 donne des informations plus concrètes sur les fonds cantonaux issus de la taxe sur la dépendance au jeu, les fonds détenus par des prestataires externes, ainsi que des indications chiffrées des contributions qui n'ont pas été utilisées exclusivement pour lutter contre la dépendance aux jeux de hasard. Cette année, la Comlot a pu en outre, pour la première fois, comparer les chiffres avec ceux de l'année précédente.

En 2015, les cantons alémaniques et le Tessin ont utilisé au total 90,6 % de la taxe sur la dépendance au jeu de 2014. Cette proportion atteint 91,4 % en Suisse romande. Les cantons suisses alémaniques et le Tessin ont légèrement moins utilisé la taxe sur la dépendance au jeu qu'en 2014, tandis que les cantons romands en ont utilisé une plus grande partie. Comme en 2014, on dénote toujours de fortes différences entre le taux d'utilisation des fonds d'un canton à l'autre. S'agissant de l'utilisation de la taxe par catégorie de prestations, on constate que la majeure partie des fonds a été attribuée au domaine de la prévention et de la détection précoce, ainsi qu'à celui du conseil et du traitement. La prévention et la détection précoce ont été soutenues par l'ensemble des cantons. 20 d'entre eux ont ainsi financé des offres de conseil et de traitement au moyen de la taxe sur la dépendance au jeu 2014. La taxe a servi plus rarement à financer des mesures de recherche et d'évaluation, ainsi que de formation et de perfectionnement. Ces résultats coïncident largement avec ceux de l'année dernière. Durant l'année de contribution sous revue, davantage de moyens ont été affectés au domaine de la prévention et de la détection précoce et légèrement moins à celui du conseil et du traitement. Le rapport révèle en outre que les fonds issus de la taxe ont certes été majoritairement affectés à la dépendance aux jeux de hasard, mais comme l'an dernier, ils ont été également utilisés dans une moindre mesure pour lutter contre des addictions connexes, telles que la cyberdépendance. L'analyse des contributions affectées aux mesures non spécifiques à la dépendance aux jeux de hasard et/ou à des contributions structurelles révèle que le plafond de 20 % recommandé par la CDCM n'a été dépassé que dans un cas.

Cette année également, les expériences acquises seront prises en considération pour la préparation du prochain rapport. Il s'agira avant tout de mener des discussions avec les cantons qui se sont posé des questions en lien avec la déclaration de l'utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu. La Comlot prendra contact avec les cantons concernés,

## Table des matières

<b>A) Contexte .....</b>	<b>5</b>
Remarques préliminaires .....	5
<b>B) Vue d'ensemble de l'utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu en 2015 (base 2014).....</b>	<b>6</b>
Montant et taux d'utilisation des contributions versées au titre de la taxe sur la dépendance au jeu.....	6
Utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu par catégorie de prestations .....	6
.....	8
Fonds de la taxe sur la dépendance au jeu, réserves .....	8
Fonds de la taxe sur la dépendance au jeu détenus par des prestataires externes, réserves.....	9
Contribution d'exploitation (« E ») ou contribution à un projet (« P »).....	9
Coopération intercantonale en matière de prévention .....	10
Contributions financées par la taxe sur la dépendance au jeu qui n'ont pas (ou pas exclusivement) été affectées à la prévention de la dépendance aux jeux de hasard en 2015 .....	10
Conclusions et perspectives au terme du deuxième rapport .....	12
<b>C) Rapports des cantons .....</b>	<b>13</b>
Kanton Aargau.....	14
Kanton Appenzell Ausserrhoden.....	16
Kanton Appenzell Innerrhoden.....	18
Kanton Basel-Landschaft.....	20
Kanton Basel-Stadt.....	22
Kanton Bern.....	24
Canton de Fribourg.....	26
Canton de Genève.....	28
Kanton Glarus.....	30
Kanton Graubünden.....	32
Canton du Jura .....	34
Kanton Luzern .....	36
Canton de Neuchâtel .....	38
Kanton Nidwalden.....	40
Kanton Obwalden .....	42
Kanton Schaffhausen.....	44
Kanton Schwyz.....	46
Kanton Solothurn .....	48
Kanton St. Gallen.....	50

Kanton Thurgau .....	52
Cantone Ticino.....	54
Kanton Uri.....	56
Canton du Valais .....	58
Canton de Vaud.....	60
Kanton Zug .....	62
Kanton Zürich .....	64
<b>Annexe .....</b>	<b>66</b>

## A) Contexte

### Remarques préliminaires

La CILP<sup>1</sup> a pour but l'application uniforme et coordonnée du droit sur les loteries, l'affectation transparente des bénéfices des loteries et paris sur le territoire des cantons signataires, et en particulier la protection de la population contre des effets socialement nuisibles de loteries et paris (art. 2 CILP). En marge d'autres bases juridiques visant une protection efficace de la population, l'art. 18 CILP crée les conditions garantissant le financement des mesures de prévention de la dépendance au jeu dans les cantons.

Concrètement, la CILP oblige, au titre de la taxe sur la dépendance au jeu :

- les deux sociétés intercantionales de loterie que sont Swisslos et la Loterie Romande à verser chaque année aux cantons une taxe sur la dépendance au jeu. Celle-ci correspond à 0,5 % du revenu brut des jeux (RBJ) réalisé avec les offres des sociétés de loterie au cours d'une année sur les territoires cantonaux (art. 18, al. 1, CILP). Depuis l'entrée en vigueur de la CILP en 2006, environ CHF 38,5 millions ont été mis à la disposition des cantons durant les années de contribution 2007 à 2015 pour la prévention et la lutte contre la dépendance aux jeux de hasard ;
- les cantons à affecter le produit de ladite taxe à la prévention et à la lutte contre la dépendance aux jeux de hasard. Les cantons sont notamment encouragés à collaborer afin de mettre en œuvre des mesures préventives (art. 18, al. 2, CILP).

La CDCM a chargé la Comlot de rédiger, à partir de 2015, un rapport annuel de synthèse sur l'utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu et de présenter les résultats obtenus de manière efficace, transparente, systématique et cohérente.

---

<sup>1</sup> Convention intercantonale sur la surveillance, l'autorisation et la répartition du bénéfice de loteries et paris exploités sur le plan intercantonal ou sur l'ensemble de la Suisse, du 7 janvier 2005.

## **B) Vue d'ensemble de l'utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu en 2015 (base 2014)**

### **Montant et taux d'utilisation des contributions versées au titre de la taxe sur la dépendance au jeu**

Durant l'année de contribution 2015, Swisslos et la Loterie Romande ont versé aux cantons de leur territoire contractuel un montant de quelque CHF 4,8 millions issu de la taxe sur la dépendance au jeu 2014.

Sur la base du revenu brut des jeux réalisé en 2014, Swisslos a transféré aux cantons alémaniques et au Tessin un total de CHF 2 844 465,00 au titre de la taxe sur la dépendance au jeu. En 2015, ces 20 cantons ont affecté CHF 2 577 465,00 à diverses prestations relevant de la prévention et de la lutte contre la dépendance aux jeux de hasard. La différence, soit CHF 267 000,00, est restée dans les fonds cantonaux de la taxe sur la dépendance au jeu. En 2015, les cantons alémaniques et le Tessin ont ainsi dépensé 90,6 % de la taxe sur la dépendance au jeu 2014 qu'ils ont reçue. Ce taux d'utilisation s'inscrit donc en léger recul par rapport à 2014 (97,3 %).

Du côté de la Loterie Romande, la part de la taxe sur la dépendance au jeu 2014 attribuée aux six cantons romands s'est montée à CHF 1 938 210,00. En 2015, ceux-ci ont affecté CHF 1 771 599,00 à la prévention et à la lutte contre la dépendance aux jeux de hasard. La différence entre la somme versée et les montants utilisés atteint ainsi CHF 166 611,00. Globalement, les cantons romands ont dépensé 91,4 % de la taxe sur la dépendance au jeu qu'ils ont reçue ; un taux d'utilisation en légère augmentation par rapport à l'an dernier (85,4 %).

### **Utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu par catégorie de prestations**

Cinq catégories de prestations ont été définies lors de la conception du rapport : prévention et détection précoce, conseil et traitement, recherche et évaluation, formation et perfectionnement, autre. L'annexe contient des explications détaillées et des exemples concernant les différentes catégories.

Les paragraphes ci-après indiquent l'utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu 2014 par catégorie de prestations (cf. illustr. 1), tous cantons confondus.

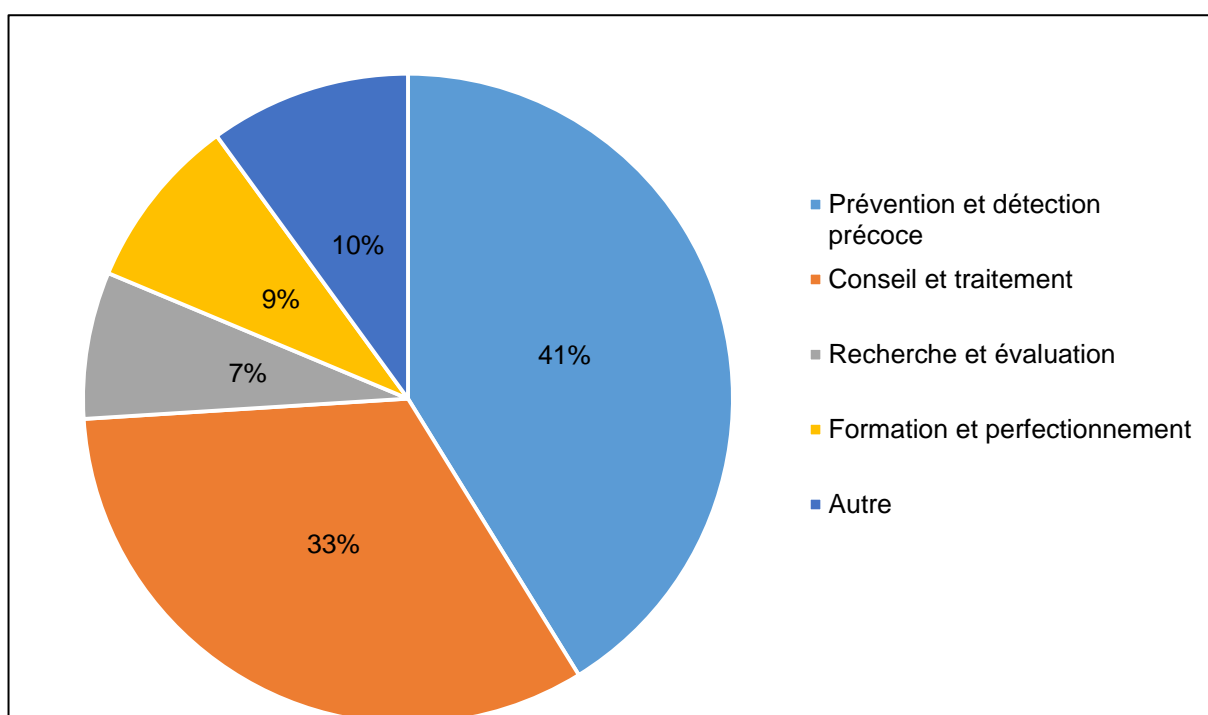
Les prestations de prévention et de détection précoce figurent au premier rang du classement de l'utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu ; 41 % (soit CHF 1 791 208,00) des fonds issus de la taxe ont en effet été affectés à ce but en 2015. Le conseil et le traitement arrivent en deuxième position, avec 33 % (CHF 1 427 294,00). Les autres catégories représentent une faible proportion en comparaison : 10 % de la taxe ont été affectés en 2015 à la catégorie de prestations « Autre ». 9% ont servi à financer des prestations relevant de la catégorie « Formation et perfectionnement », tandis que 7 % ont été versés en faveur de la recherche et à l'évaluation. Par rapport à l'année précédente, les cantons ont attribué davantage de moyens à la catégorie de la prévention et de la détection précoce (2014 : 36 %) et des montants proportionnellement plus faibles à celui du conseil et du traitement (2014 :

38 %). La répartition des fonds entre les autres catégories coïncide quasi exactement avec celle de 2014.

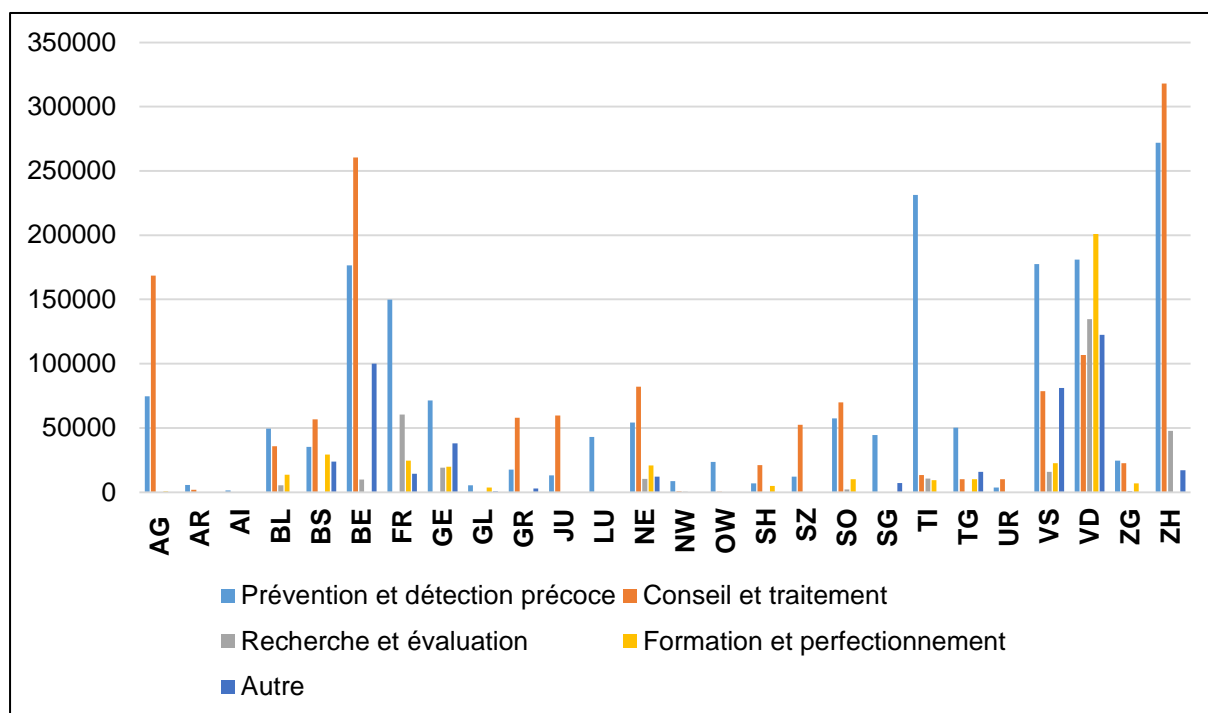
Comme l'an dernier, l'utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu par catégorie de prestations varie fortement entre les cantons :

- prévention et détection précoce : moyenne 41 %, valeur maximale 100 %, valeur minimale 18 % ;
- conseil et traitement : moyenne 33 %, valeur maximale 82 %, valeur minimale 0 % ;
- recherche et évaluation : moyenne 7 %, valeur maximale 24 %, valeur minimale 0 % ;
- formation et perfectionnement : moyenne 9 %, valeur maximale 39 %, valeur minimale 0 % ;
- autre : moyenne 10 %, valeur maximale 26 %, valeur minimale 0 %.

Comme en 2014, il est frappant de constater que les cantons n'ont pas tous affecté les fonds aux différentes catégories de la même manière. Certains ont cité exclusivement la catégorie « Prévention et détection précoce » alors qu'il ressort du contexte global qu'il aurait été probablement plus correct d'inscrire les fonds sous une autre catégorie. Les cantons sont invités à prêter davantage d'attention à l'attribution des sommes aux catégories respectives de prestations lors du prochain rapport. Lorsque les autorités cantonales compétentes ne peuvent pas elles-mêmes répartir et attribuer les montants forfaitaires octroyés par les cantons, elles doivent impérativement demander le détail des versements aux prestataires concernés. Il s'agit de la seule manière de garantir une attribution correcte aux différentes catégories de prestations.



Illustr. 1: Utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu par catégorie de prestations (en %)



Illustr. 2: Contributions financées par la taxe sur la dépendance au jeu 2015 (CHF), par canton et par catégorie de prestations

### Fonds de la taxe sur la dépendance au jeu, réserves

Le solde des fonds correspond aux réserves constituées avec les montants issus de la taxe sur la dépendance au jeu.

Les réserves de fonds ont augmenté dans 17 cantons. 16 cantons n'ont pas utilisé la totalité du montant disponible issu de la taxe sur la dépendance au jeu 2014, si bien que leurs réserves ont progressé à fin décembre 2015. Lors de l'année de contribution sous revue, un canton a dépensé davantage que le montant reçu en 2014 sur la base de la taxe. Mais grâce aux intérêts, la réserve de son fonds s'est malgré tout accrue à fin 2015. Dans six cantons, les réserves ont diminué ; en 2015, les sommes dépensées y ont en effet dépassé la part reçue de la taxe sur la dépendance au jeu. En 2015, trois cantons ont dépensé exactement le montant reçu, raison pour laquelle le niveau de leur fonds n'a pas varié (deux d'entre eux ne disposent d'ailleurs pas de fonds de la taxe sur la dépendance au jeu).

Fin 2015, les réserves des fonds cantonaux de la taxe sur la dépendance au jeu atteignaient CHF 11 165 507,00. Ce chiffre équivaut à 233,5 % de la taxe sur la dépendance au jeu 2014 versée par les sociétés de loterie (en 2015). Cette valeur est pratiquement identique à celle de l'année précédente (233,7 %). Comme en 2014 déjà, le solde des fonds dans 16 cantons dépassait, fin 2015, le double de la taxe qui leur a été versée pour l'année 2015.

Précisons à ce titre que les fonds cantonaux ne sont pas alimentés uniquement par la taxe sur la dépendance au jeu, mais aussi par les budgets cantonaux. Dans certains cantons par ailleurs, les fonds ne servent pas seulement à lutter contre la dépendance aux jeux de hasard, mais ont une visée plus large (p. ex. prophylaxie des addictions et promotion de la san-



té en général). Cela ne change rien cependant au fait que les ressources issues de la taxe sur la dépendance au jeu doivent être affectées aux buts définis.

Dans la perspective du rapport, la Comlot a posé deux nouvelles questions concrètes afin de clarifier la situation concernant les fonds de la taxe sur la dépendance au jeu. Elle a demandé aux cantons, premièrement, si leur fonds était alimenté uniquement par ladite taxe et, deuxièmement, si celui-ci était exclusivement utilisé pour lutter contre la dépendance aux jeux de hasard. 20 cantons ont confirmé que leur fonds cantonal était uniquement alimenté par la taxe sur la dépendance au jeu et qu'il servait exclusivement à financer des prestations de lutte contre la dépendance aux jeux de hasard. Dans deux cantons, le fonds a d'autres sources de financement, mais sert exclusivement au but prescrit. Un canton a répondu que son fonds n'était alimenté que par la taxe, mais ne servait pas uniquement à la lutte en question. Dans un canton, le fonds bénéficie d'autres sources et finance aussi d'autres prestations que la lutte contre la dépendance aux jeux de hasard. Enfin, deux cantons ne disposent pas de fonds de la taxe sur la dépendance au jeu. En conclusion, on retiendra que, dans leur majorité, les fonds cantonaux sont exclusivement alimentés par la taxe sur la dépendance au jeu et ne servent qu'à lutter contre la dépendance aux jeux de hasard.

Relevons encore que sur les 16 cantons dont le niveau du fonds, fin 2015, était plus de deux fois supérieur à la taxe sur la dépendance au jeu qui leur avait été versée en 2014, 14 ont indiqué que leur fonds était uniquement alimenté par ladite taxe et n'était utilisé que pour lutter contre la dépendance aux jeux de hasard.

### **Fonds de la taxe sur la dépendance au jeu détenus par des prestataires externes, réserves**

Les cantons qui, durant la période couverte par le rapport, ont versé une contribution issue de la taxe sur la dépendance au jeu à des prestataires externes et sont en mesure de fournir des indications sur les fonds détenus par ceux-ci ont été priés de publier des informations à ce propos. 16 cantons détiennent des parts dans un fonds externe de la taxe sur la dépendance au jeu, en particulier auprès d'Addiction Suisse (10 cantons) et de Perspektive Thurgau (six cantons). Aucun canton romand ne détient de fonds issus de la taxe sur la dépendance au jeu auprès de prestataires externes.

En résumé, on constate donc qu'à fin 2015, les fonds de la taxe sur la dépendance au jeu détenus par des prestataires externes atteignaient CHF 304 192,00 (cumul des fonds de la taxe sur la dépendance au jeu auprès d'Addiction Suisse et de Perspektive Thurgau). En plus des réserves des fonds de la taxe sur la dépendance au jeu, il existe encore ainsi, auprès de prestataires externes, des ressources financières qui peuvent être affectées à la prévention et à la lutte contre la dépendance aux jeux de hasard.

### **Contribution d'exploitation (« E ») ou contribution à un projet (« P »)**

Par contribution d'exploitation, on entend les montants servant, par exemple, à couvrir les frais généraux d'exploitation ou à soutenir plusieurs projets. La contribution à un projet sert, pour sa part, à financer un projet déterminé.

Sur l'ensemble des cantons, il a été indiqué à 60 reprises qu'un montant issu de la taxe sur la dépendance au jeu avait servi de contribution d'exploitation. 57 contributions ont été dé-

clarées en tant que contributions à un projet. La répartition entre les deux types de contributions est donc relativement équilibrée. Comme l'année précédente, quelques cantons ont coché les deux colonnes à la fois. En outre, des contributions versées annuellement sur la base d'une réglementation contractuelle, n'ont pas toujours été mentionnées en tant que contribution d'exploitation, mais en tant que contribution à un projet. Dans la perspective du prochain rapport, les instructions relatives à ce point devront être améliorées dans la mesure du possible.

### **Coopération intercantonale en matière de prévention**

La plupart des cantons ont adhéré à une association intercantonale et participé, en 2015, à un programme commun de prévention du jeu excessif. 22 des 26 cantons appartiennent à l'une des trois associations existantes en Suisse du Nord-Ouest et du Centre, en Suisse orientale et en Suisse occidentale<sup>2</sup>. Trois cantons n'ont pris part à aucun programme intercantonal en 2015. Par rapport à l'année précédente, un canton supplémentaire a ainsi participé à la coopération intercantonale indépendamment de toute appartenance à une association, et ce dans le cadre d'une campagne d'affichage. Les efforts en matière de coopération sont positifs. Il serait cependant judicieux que tous les cantons participent à la coopération intercantonale au sein de leur région linguistique.

### **Contributions financées par la taxe sur la dépendance au jeu qui n'ont pas (ou pas exclusivement) été affectées à la prévention de la dépendance aux jeux de hasard en 2015**

En 2014, la CDCM a élaboré des directives concernant l'affectation de la taxe sur la dépendance au jeu et décidé de recommander aux cantons leur application immédiate<sup>3</sup>. Ces directives énoncent tout d'abord le principe selon lequel la taxe sur la dépendance au jeu doit être exclusivement utilisée en lien avec la dépendance aux jeux de hasard (loteries, paris, jeux de casino et jeux d'adresse qui supposent une mise d'argent). Dès lors, la taxe sur la dépendance au jeu ne peut pas servir à financer des mesures de prévention ou de lutte contre d'autres formes de dépendance, ni contre d'autres troubles psychiques ou maladies physiques. Concrètement, elle doit être utilisée pour les mesures nécessaires à la réalisation d'une prévention et d'une lutte efficaces et globales contre la dépendance aux jeux de hasard. Les directives disposent en outre que les cantons peuvent utiliser, à certaines conditions, un maximum de 20 % par an des fonds provenant de ladite taxe au titre de contributions structurelles à des institutions interdisciplinaires ou traitant plusieurs formes d'addiction, ou au titre de cofinancement de mesures non spécifiques à la dépendance aux jeux de hasard.

Un total de 19 cantons a indiqué avoir affecté leur part de la taxe sur la dépendance au jeu 2014 à des fins exclusives de lutte contre la dépendance aux jeux de hasard. Sept ont investi un certain montant dans des activités qui ne relevaient pas (ou pas exclusivement) de la lutte contre la dépendance aux jeux de hasard (cf. illustr. 3). Il s'agissait de grands cantons aussi bien que de petits. Ces chiffres sont comparables à ceux de l'année dernière (17:9 cantons). Les dépenses suivantes ont été citées : contributions structurelles (cofinancement

---

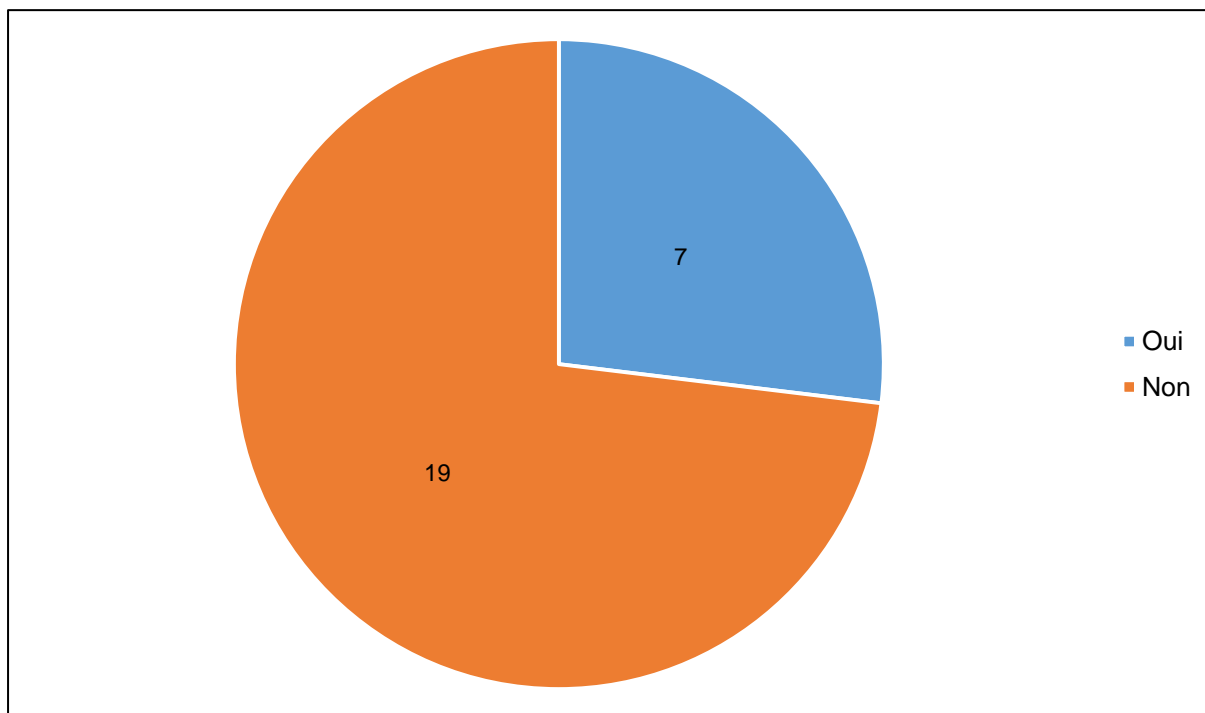
<sup>2</sup> Le Programme intercantonal de lutte contre la dépendance au jeu (PILDJ) en Suisse romande (mandat exécuté par le GREA), le Kooperationsmodell Spielsuchtprävention Nordwest- und Innenschweiz (mandat exécuté par Addiction Suisse) et l'Ostschweizer Verbund (mandat exécuté par Perspektive Thurgau).

<sup>3</sup> Lettre d'information de la Conférence spécialisée des membres des gouvernements concernés par la loi sur les loteries et le marché des loteries (CDCM), relative à l'« Affectation de la taxe sur la dépendance au jeu » du 24 novembre 2014.

de services de consultation en matière d'addictions et de surendettement, et d'institutions de prévention) ; matériel d'information ne relevant pas du mandat intercantonal de lutte contre la dépendance aux jeux de hasard. De plus, cinq représentants cantonaux ont signalé avoir attribué des ressources à la lutte contre la dépendance au jeu en général (cyberdépendance, jeux en ligne, nouveaux médias, etc.). Comme l'an dernier déjà, il est réjouissant de constater que la plupart des cantons ont reconnu spontanément et correctement que le phénomène de la cyberdépendance ne coïncide pas tout à fait avec celui de la dépendance aux jeux de hasard. Malgré quelques problèmes de classification que l'on rencontre manifestement de temps à autre dans la pratique, la délimitation des jeux de hasard est claire en théorie et se fonde sur les trois critères internationalement reconnus des jeux de hasard (mise d'argent, possibilité de gagner et hasard).

A l'instar de 2014, certains cantons ont indiqué avoir utilisé les fonds exclusivement à des fins de lutte contre la dépendance aux jeux de hasard alors qu'il ressort du contexte qu'ils ont également soutenu des mesures non spécifiques à la dépendance aux jeux de hasard, telles que des manifestations de prévention dans les écoles (à l'occasion desquelles enseignants et élèves abordent la question de la gestion du revenu et des risques liés à l'endettement), ou encore des conférences sur le thème des jeux vidéo et des jeux d'argent.

Dans le cadre du rapport de cette année, la Comlot a posé une question complémentaire concernant les contributions qui n'ont pas (ou pas exclusivement) été affectées à la lutte contre la dépendance aux jeux de hasard. Elle invitait les cantons à chiffrer le montant consacré aux mesures non spécifiques à la dépendance aux jeux de hasard et/ou aux contributions structurelles. Plus concrète, cette question devait permettre de mieux évaluer si les directives recommandées par la CDCM ont été respectées. Sur les sept cantons qui ont reconnu avoir financé au moyen de la taxe sur la dépendance au jeu des contributions structurelles en faveur d'institutions qui ne traitent pas exclusivement la problématique de la dépendance aux jeux de hasard, ou cofinancé des mesures non spécifiques à la dépendance aux jeux de hasard, seul un canton a dépassé le plafond de 20%. Presque tous les cantons ont donc respecté la recommandation de la CDCM.



*Illustr. 3* : En 2015, avez-vous versé des contributions financées par la taxe sur la dépendance au jeu qui n'ont pas (ou pas exclusivement) été affectées à la lutte contre la dépendance aux jeux de hasard ? (Nombre de cantons)

### **Conclusions et perspectives au terme du deuxième rapport**

Avec le présent rapport, la Comlot remplit pour la deuxième fois le mandat que la CDCM lui a confié, à savoir produire un rapport annuel sur l'utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu au sein des cantons à partir de l'année de contribution 2014. La Comlot est chargée non seulement de rédiger le rapport, mais aussi de coordonner l'ensemble du processus d'élaboration de ce dernier.

La mise en œuvre dudit processus ne diminue en rien l'obligation et la responsabilité qui incombent aux cantons d'utiliser la taxe sur la dépendance au jeu conformément aux dispositions en vigueur. Comme l'an dernier, la Comlot se réjouit du fait que les cantons ont pu lui fournir sans difficulté des informations précises sur l'affectation de la taxe sur la dépendance au jeu. Ces renseignements portent sur le montant des fonds effectivement utilisés en 2015, mais aussi sur celui des contributions versées aux différents prestataires et sur la nature des mesures engagées.

Les cantons ont utilisé les fonds issus de la taxe sur la dépendance au jeu majoritairement pour la dépendance aux jeux de hasard, mais aussi, dans une moindre mesure, pour des dépendances connexes (cyberdépendance, jeux vidéo, etc., voir explications ci-avant).

L'optimisation des outils de rapport a fait ses preuves dans les grandes lignes ; le processus d'élaboration des rapports fonctionne bien. Sur la base des expériences réalisées lors de cette deuxième année de rapport, la Comlot précisera certains points, et mettra l'accent sur les modifications qui permettront d'attribuer clairement les contributions aux différentes catégories de prestations. De plus, certains cantons se sont posé des questions en lien avec la déclaration de l'utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu. La Comlot prendra contact avec eux ces prochains mois.

## **C) Rapports des cantons**

Les pages ci-après présentent l'utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu canton par canton. Les indications suivantes sont reprises telles quelles des grilles de saisie remplies par les cantons :

- coordonnées du/de la responsable cantonal/e ;
- formulaire de commentaires (saisie originale du/de la représentant/e cantonal/e) ;
- tableau : fonds perçus et total des dépenses 2015 ;
- tableau : niveau du fonds de la taxe sur la dépendance au jeu ;
- diagramme : utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu par catégorie de prestations
- tableau : contributions versées au titre de la taxe sur la dépendance au jeu 2015 (par catégories de prestations).

Les rapports cantonaux sont classés par ordre alphabétique.

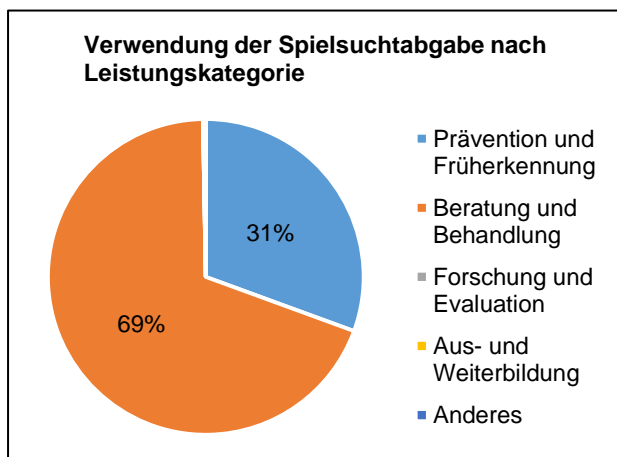
# Kanton Aargau



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2014	293'024 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2015	243'873 CHF
Differenz	49'151 CHF

## Kontakt

Fachstelle Sucht  
 Jürg Siegrist  
 Kantonsärztlicher Dienst  
 Departement Gesundheit und Soziales  
 Bachstrasse 15  
 5001 Aarau  
 Telefon: 062 835 29 55  
 Fax: 062 835 29 65  
 E-Mail: juerg.siegrist@ag.ch  
 Internet: www.ag.ch



## Erläuterung des Kantons Aargau über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Im Kanton Aargau wurde die Spielsuchtabgabe 2014 wie bisher verwendet: In 2 ambulanten (privat organisierten) Suchtberatungsstellen wird eine spezifische ambulante Spielsuchtberatung angeboten. Die Fachspezialisten sind fachspezifisch weitergebildet und Teil des Beratungsteams. Overhead- und Infrastrukturkosten werden von den privaten Trägerschaften dem Kanton nicht verrechnet. Seit 2014 besteht an beiden Stellen neu auch ein Gruppenangebot, das vom Kanton separat finanziert wird. Die Zahl der Neumeldungen hat sich seit 2007 permanent gesteigert und betrug 2015 erstmals über 100 Personen. Der Patientenbestand hat sich 2015 auf hohem Niveau stabilisiert. Aufgrund der permanent grossen Nachfrage wurde im Herbst 2015 beschlossen, das jährliche kantonale Budget für die ambulante Spielsuchtberatung von 160'000 auf 180'000 zu erhöhen. Die ags hat bereits im letzten Quartal 2015 eine Beitragserhöhung von 2'500 in Rechnung gestellt.

Im Weiteren ist der Aargau mit Gründungskanton des Nordwestschweizer Kooperationsmodells zwischen insgesamt 10 Kantonen und der Sucht Schweiz für den Bereich der Spielsuchtprävention.

Der Fondsbestand bietet Gewähr dafür, dass bei Bedarf das Beratungsangebot auch in Zukunft noch erweitert werden kann und bietet auch die Möglichkeit, kantonspezifische Projekte zu realisieren.

## Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2015	552'214 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	CHF
Zuweisung/Entnahme 2015	49'151 CHF
Fondsbestand am 31.12.2015	601'365 CHF



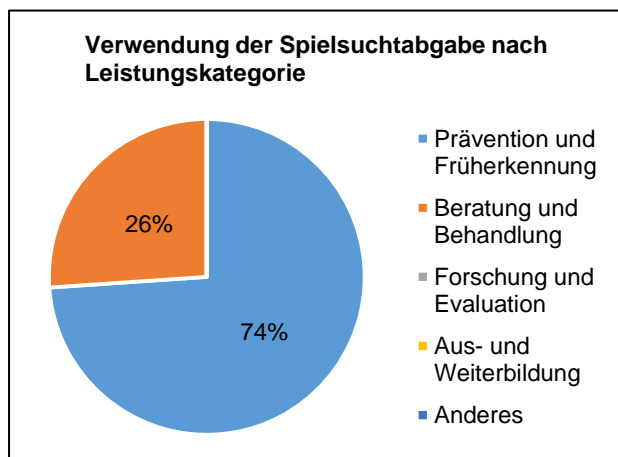
## Kanton Appenzell Ausserrhoden



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2014	17'528 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2015	7'670 CHF
Differenz	9'858 CHF

### Kontakt

Leiterin Beratungsstelle für Suchtfragen, Kantonal Beauftragte für Suchtfragen  
 Andrea Heeb  
 Amt für Gesundheit  
 Departement Gesundheit und Soziales  
 Oberdorf 4  
 9055 Bühler  
 Telefon: 071 791 07 40  
 E-Mail: andrea.heeb@ar.ch  
 Internet: www.sucht-ar.ch



### Erläuterung des Kantons Appenzell Ausserrhoden über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Der Kanton Appenzell Ausserrhoden ist mit fünf weiteren Kantonen (AI, GL, GR, SG, TG) Mitglied des Interkantonalen Glücksspielsuchtprojektes zur Prävention und Bekämpfung der Glücksspielsucht Ostschweiz. Mit der Umsetzung des Projekts wurde im Rahmen einer Leistungsvereinbarung die Perspektive Thurgau (PTG) beauftragt. Der Ostschweizer Verbund arbeitet bei verschiedenen Projekten mit dem Nordwestschweizer Kooperationsmodell (zehn Kantone, Umsetzung Sucht Schweiz) zusammen. Erläuterung Fondsbestand PTG: nicht beanspruchtes Budget bildet eine Reserve, welche für zusätzliche Präventionsprojekte eingesetzt werden kann. Die Einlage (Fondszuweisung) von Fr. 9'858 wurde im Rechnungsabschluss 2015 irrtümlicherweise nicht vorgenommen. Die Einlage wird demzufolge erst in der Staatsrechnung 2016 verbucht.

### Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2015	0 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	CHF
Zuweisung/Entnahme 2015	9'858 CHF
Fondsbestand am 31.12.2015	9'858 CHF





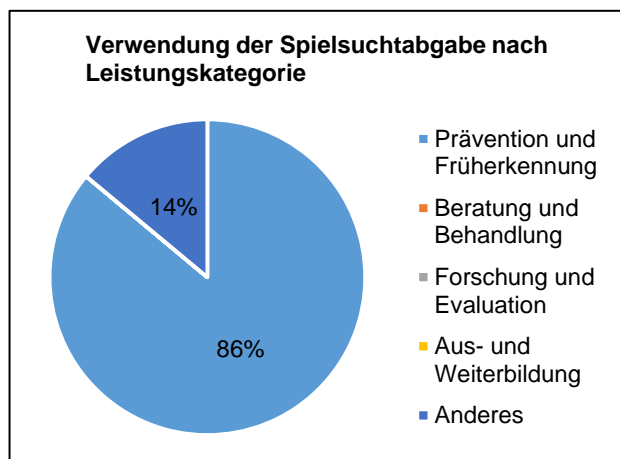
# Kanton Appenzell Innerrhoden



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2014	5'832 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2015	1'670 CHF
Differenz	4'162 CHF

## Kontakt

Gesundheitsamt  
 Gesundheits- und Sozialdepartement  
 Hoferbad 2  
 9050 Appenzell  
 Telefon: 071 788 94 52  
 Fax: 071 788 94 58  
 E-Mail: [info@gsd.ai.ch](mailto:info@gsd.ai.ch)  
 Internet: [www.ai.ch](http://www.ai.ch)



## Erläuterung des Kantons Appenzell Innerrhoden über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Der Kanton Appenzell Innerrhoden ist Mitglied des interkantonalen Glücksspielsuchtprojektes zur Prävention und Bekämpfung der Glücksspielsucht Ostschweiz (AI, AR, GL, GR, SG, TG). Mit der Umsetzung des Projekts wurde im Rahmen einer Leistungsvereinbarung die Perspektive Thurgau (PTG) beauftragt. Der Ostschweizer Verbund arbeitet bei verschiedenen Projekten mit dem Nordwestschweizer Kooperationsmodell (zehn Kantone, Umsetzung Sucht Schweiz) zusammen.

Erläuterung Fondsbestand PTG: nicht beanspruchtes Budget bildet eine Reserve, welche für zusätzliche Präventionsprojekte eingesetzt wird. Die Spielsuchtabgaben werden im Kanton Appenzell Innerrhoden gemäss Konzept zweckgebunden nur für den Bereich der Spielsucht verwendet und dem entsprechenden Fonds zugeführt. Nennenswerte Projekte sind die Webseite [www.sos-spielsucht.ch](http://www.sos-spielsucht.ch), die Helpline und die Onlineberatung.

## Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2015	30'020 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	0 CHF
Zuweisung/Entnahme 2015	4'162 CHF
Fondsbestand am 31.12.2015	34'182 CHF



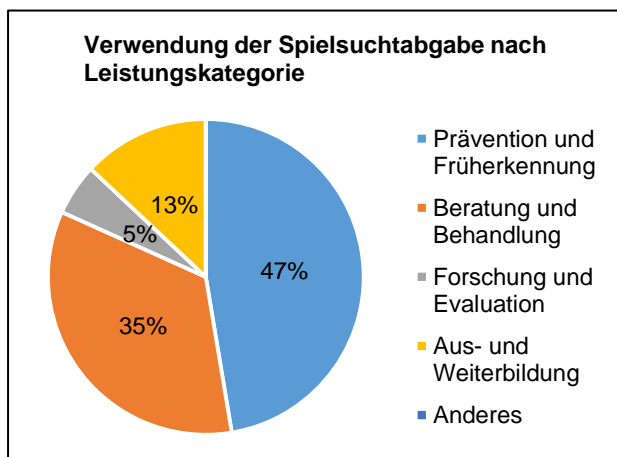
## Kanton Basel-Landschaft



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2014	113'234 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2015	104'435 CHF
Differenz	8'799 CHF

### Kontakt

Joos Tarnutzer  
 Amt für Gesundheit  
 Volkswirtschafts- und Gesundheitsdirektion  
 Bahnhofstrasse 5  
 Postfach  
 4410 Liestal  
 Telefon: 061 552 56 06  
 Fax: 061 552 69 34  
 E-Mail: joos.tarnutzer@bl.ch  
 Internet: www.bl.ch



### Erläuterung des Kantons Basel-Landschaft über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Zuerst ist zu beachten dass im vorliegenden Bericht nur die verwendeten Mittel aus der Spielsuchtabgabe rapportiert sind und die erheblichen finanziellen Mittel, welche der Kanton aus der Staatsrechnung aufwendet, nicht abgebildet sind. Der Kanton Basel-Landschaft setzt auf eine integrierte Präventions- und Suchthilfepolitik, Leistungsvereinbarungen sind daher suchtmittelübergreifend ausgerichtet, beziehungsweise schliessen die Spielsucht explizit mit ein. Grösster Anbieter ist der ambulante Dienst der Psychiatrie. Deren Leistungen werden, wenn sie nicht über die Leistungen der Krankenkassensicherer oder über die gemeinwirtschaftlichen Leistungen des Kantons abgegolten sind, für direkte Leistungen mit Bezug zu Glücksspiel auch aus der Spielsuchtabgabe abgegolten, lediglich die jährliche Over-Head-Pauschale von Fr. 12'000.00 stellt einen eigentlichen Strukturbeitrag dar.

### Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2015	332'274 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	CHF
Zuweisung/Entnahme 2015	8'799 CHF
Fondsbestand am 31.12.2015	341'073 CHF

Der hohe Fondsbestand wurde in den Anfangsjahren der Spielsuchtabgabe geäufnet und soll nun - nach dem Aufbau entsprechender Angebote - ab 2016 sukzessive abgebaut werden.



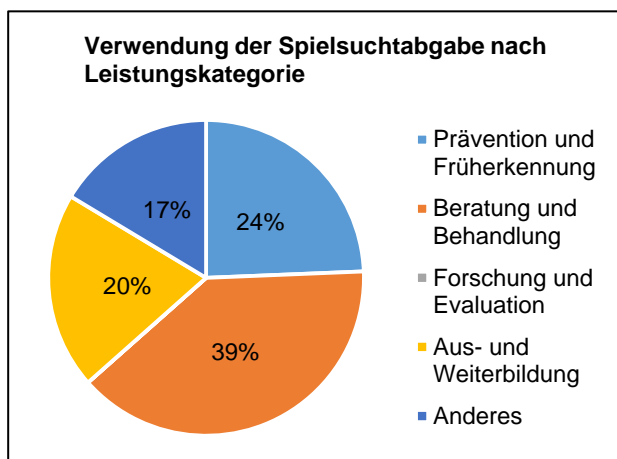
# Kanton Basel-Stadt



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2014	98'656 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2015	144'748 CHF
Differenz	-46'092 CHF

## Kontakt

MAS NPO Eveline Bohnenblust  
 Abteilung Sucht  
 Gesundheitsdepartement  
 Clarastrasse 12, Postfach: 204  
 4005 Basel-Stadt  
 Telefon: 061 267 89 00  
 Fax: 061 267 89 01  
 E-Mail: eveline.bohnenblust@bs.ch



## Erläuterung des Kantons Basel-Stadt über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Die Spielsuchtabgabe wird im Kanton Basel-Stadt zur Bekämpfung der schädlichen Auswirkungen des Geldspielkonsums eingesetzt. Die Abgabe fliesst hier vorrangig in die Bereiche Prävention und Früherkennung, Aus- und Weiterbildung sowie Beratung und Behandlung. Hierbei sind drei Institutionen bzw. Einrichtungen beteiligt.

Gemäss der Leistungsvereinbarung mit Sucht Schweiz überwies das Gesundheitsdepartement im Berichtsjahr ein Viertel der von der Swisslos an den Kanton Basel-Stadt abgeführten Spielsuchtabgabe für das Jahr 2014 an diese Organisation zur Umsetzung spielsuchtpräventiver Massnahmen. Darüber hinaus wurde in Kooperation mit Sucht Schweiz und weiteren deutschsprachigen Kantonen im Sommer 2015 eine Präventionskampagne durchgeführt, an der sich der Kanton Basel-Stadt beteiligte.

Vor dem Hintergrund der anhaltend hohen Anfrage nach ambulanter Beratung im Bereich Glücksspielsucht wurde für den Zeitraum 1.1.2014 bis 31.12.2015 mit dem Beratungszentrum der Suchthilfe Region Basel für den Bereich der Glücksspielproblematik eine Leistungsvereinbarung getroffen, mit dem Schwerpunkt Beratung und Behandlung. Die Zuwendungen an diese Institution liegen etwa in Höhe der Zuschüsse an Sucht Schweiz. Seit dem Jahr 2010 beauftragt das Gesundheitsdepartement die Ambulanz für Verhaltenssüchte der Universitären Psychiatrischen Kliniken Basel (UPK) jährlich in Form eines pauschalen Leistungseinkaufs mit der Umsetzung des Kooperationsmodells "Glücksspielsucht Basel-Stadt" mit den Schwerpunkten Beratung und Behandlung sowie Aus- und Weiterbildung. Des Weiteren obliegt der UPK die kantonale Datenerfassung im Bereich Glücksspielsucht. An die Ambulanz für Verhaltenssüchte fliessen derzeit die meisten Gelder aus dem Spielsuchtfond. Die finanziellen Zuwendungen im Jahr 2015 an die drei oben genannten Einrichtungen überstiegen im Berichtsjahr die Einnahmen. Das Defizit wurde durch eine Entnahme aus dem Fondsvermögen gedeckt.

## Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2015	168'365 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	'40 CHF
Zuweisung/Entnahme 2015	-46'092 CHF
Fondsbestand am 31.12.2015	122'313 CHF



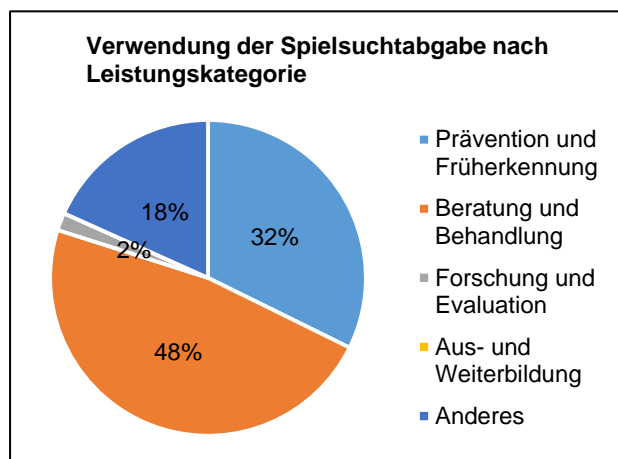
## Kanton Bern



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2014	501'786 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2015	546'801 CHF
Differenz	-45'015 CHF

### Kontakt

Ralf Lutz  
 Sozialamt  
 Abteilung Gesundheitsförderung und Sucht  
 Rathausgasse 1  
 3011 Bern  
 Telefon: 031 633 78 82  
 Fax: 031 633 78 92  
 E-Mail: ralf.lutz@gef.be.ch  
 Internet: www.gef.be.ch



### Erläuterung des Kantons Bern über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Sucht Schweiz, Lausanne: Fondsbest. am 31.12.15 für Kampagne 16 = CHF 85'135.-. Dieser setzt sich zusammen aus dem Beitrag Kt. Bern 2014 CHF 123'312.- und Veränderung Fondsbestand 2015 CHF -38'191.-.

Berner Gesundheit: Allgemeine Bemerkung - Die entrichteten Beiträge aus der Spielsuchtabgabe gemäss Art. 18 der interkantonalen Vereinbarung über die Aufsicht sowie die Bewilligung und Ertragsverwendung von interkantonal oder gesamtschweizerisch durchgeführten Lotterien und Wetten entsprechen sowohl in der Summe wie auch der Aufteilung in Leistungskategorien denjenigen des Vorjahres.

Produkt Beratung und Therapie - bei pathologischem und risikoreichem Spielen sowie im Zusammenhang mit „Neuen Medien“ (Internet, Gamen, Handy). Die Zusammenarbeit mit den Spielcasinos Bern und Interlaken bei Spielsperren (Sozialplan) besteht nach wie vor, ebenso auch die Zusammenarbeit mit dem Verein Schuldensanierung Bern.

Produkt Gesundheitsförderung und Prävention - Der Projektbeitrag erfolgt für das im Rahmen der Planung 2014 - 2017 im Bereich Gesundheitsförderung und Prävention etablierte Projekt "GlücksLos". Der Betriebsbeitrag wird für Massnahmen im Bereich "Neue Medien" verwendet, die vor allem Angebote zur Stärkung der Medienkompetenz von Jugendlichen, Eltern und Multiplikatorinnen umfassen und auf die Prävention von risikoreichem und pathologischem Glücksspiel zielen. Der beschriebene Ressourceneinsatz zur Förderung von Medienkompetenz leistet einen erwiesenen Beitrag zur Verminderung von Glücksspielabhängigkeit. Von den CHF 120'000.- können CHF 20'000.- direkt dem Thema Prävention von Glücksspiel zugeordnet werden. Dieser Betrag umfasst Beiträge an Präventionsberatungen, an Schulungen und an Informationsveranstaltungen zum Thema Glücksspiel sowie umfasst die Weiterverbreitung von Informationen auf den Internetseiten von Berner Gesundheit sowie deren Partner im Bereich Glücksspiel. Die restlichen CHF 100'000.- wurden für themenübergreifende und unspezifische Massnahmen im Bereich Prävention verwendet.

### Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2015	542'049 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	CHF
Zuweisung/Entnahme 2015	-45'015 CHF
Fondsbestand am 31.12.2015	497'034 CHF





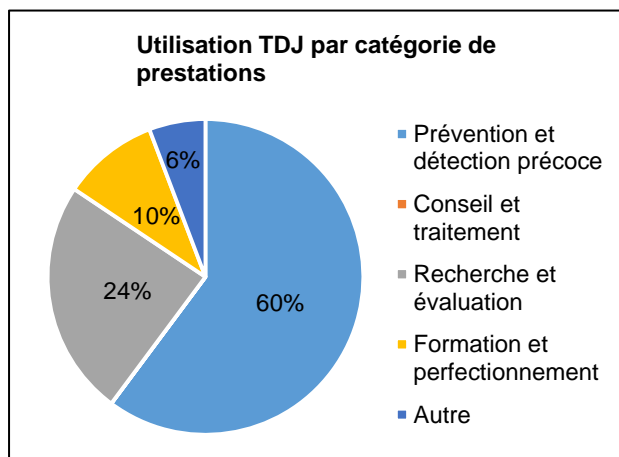
## Canton de Fribourg



Part de la TDJ 2014	193'313 CHF
Total dépenses du canton en 2015	249'241 CHF
Différence	-55'928 CHF

### Contact

Service de l'action sociale  
 Direction de la santé et des affaires sociales  
 Route des Cliniques 17  
 1700 Fribourg  
 Téléphone: 026 305 29 92  
 E-Mail: sasoc@fr.ch  
 Internet: www.fr.ch/sasoc



### Commentaire du canton de Fribourg au sujet de l'utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu

Dans le canton de Fribourg, les politiques de lutte contre le jeu excessif et le surendettement sont étroitement liées depuis l'institution par le Conseil d'Etat d'une Commission cantonale traitant conjointement de ces questions. Cette Commission préavise les demandes de subventions et peut également élaborer et proposer des projets à la Direction de la santé et des affaires sociales (DSAS). La DSAS décide de l'utilisation du Fonds cantonal de prévention et de lutte contre le jeu excessif, qui a pour but de soutenir des mesures de prévention et de lutte contre la dépendance au jeu et le surendettement (Ord. du 17 mars 2009). En 2015, outre la poursuite des travaux en cours, la Commission a lancé un projet de prévention du jeu excessif destiné aux parents et aux familles, décliné en trois volets: 1. Conférence "Les jeux vidéo et les jeux d'argent s'invitent dans votre salon". 2. Ateliers de sensibilisation, mandat attribué à l'association REPER. 3. Recherche : "Prévention du jeu et de l'endettement: comment atteindre les publics en situation de vulnérabilité" réalisée par le GREA.

### Fonds TDJ (en CHF)

Etat du fonds au 01.01.2015	689'666 CHF
Intérêts/Frais administratifs	1'724 CHF
Affectations/Prélèvements 2015	-55'928 CHF
Etat du fonds au 31.12.2015	635'462 CHF



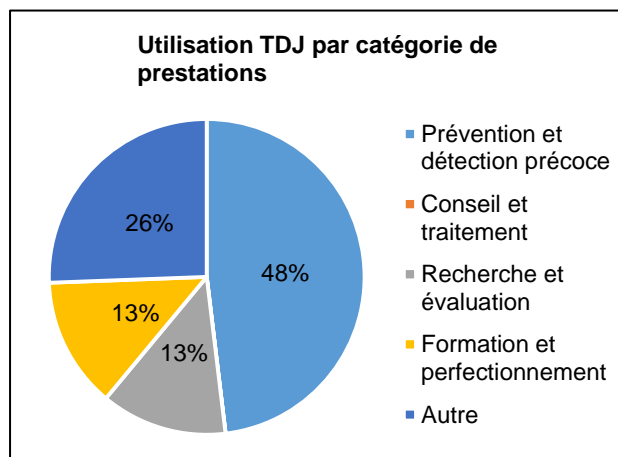
## Canton de Genève



Part de la TDJ 2014	370'295 CHF
Total dépenses du canton en 2015	148'248 CHF
Différence	222'047 CHF

### Contact

Directrice administrative et financière  
Estelle Guéry  
Direction administrative et financière  
Département de l'emploi, des affaires sociales et de la santé  
Rue Adrien-Lachenal 8  
1207 Genève  
Téléphone: 022 546 50 00  
E-Mail: subventions-sante@etat.ge.ch  
Internet: www.ge.ch



### Commentaire du canton de Genève au sujet de l'utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu

Dans le canton de Genève, la taxe sur la dépendance au jeu sert à la prévention du jeu excessif. Sur l'exercice 2015, 71% des dépenses ont été allouées pour la participation genevoise au Programme intercantonal de lutte contre la dépendance au jeu (PILDJ, sur un mandat de la CLASS au Groupement romand d'étude des addictions) pour des activités d'information, de prévention primaire et secondaire, de formation et de recherche.

Les 29% restants (43'200 CHF) sont attribués sous forme d'aide financière à l'association faitière Carrefour Addictions, entité responsable de la prévention des addictions sur le canton de Genève (tabac, alcool, cannabis, jeu excessif). Cette subvention est répartie comme suit: 10'800 CHF pour des activités de fonctionnement de la structure (back office, y compris pour les activités de prévention du jeu d'argent excessif) ; 10'120 CHF pour des activités transversales sur les addictions dont le jeu d'argent excessif (sensibilisation de la population, conseil, coordination du réseau genevois des addictions, etc.) ; enfin, 22'280 CHF sont consacrés à des activités de sensibilisation et de formation des professionnels sur la problématique du jeu excessif virtuel.

La taxe sur la dépendance au jeu est utilisée en complémentarité avec les recettes provenant des taxes perçues sur le produit des jeux de casino, ressources également utilisées pour la prévention du jeu d'argent excessif (également sous forme d'aide financière à l'association Carrefour Addictions).

Par ailleurs, en 2014 et 2015, le canton de Genève a élaboré un plan d'actions sur le jeu excessif afin de compléter les actions décrites ci-dessus et de répondre aux besoins de la population par diverses actions de prévention de jeu excessif de hasard et d'argent. Les actions identifiées dans ce plan devraient pouvoir être mises en oeuvre en 2016 grâce à la taxe sur la dépendance au jeu.

### Fonds TDJ (en CHF)

Etat du fonds au 01.01.2015	1182'373 CHF
Intérêts/Frais administratifs	0 CHF
Affectations/Prélèvements 2015	222'047 CHF
Etat du fonds au 31.12.2015	1404'420 CHF



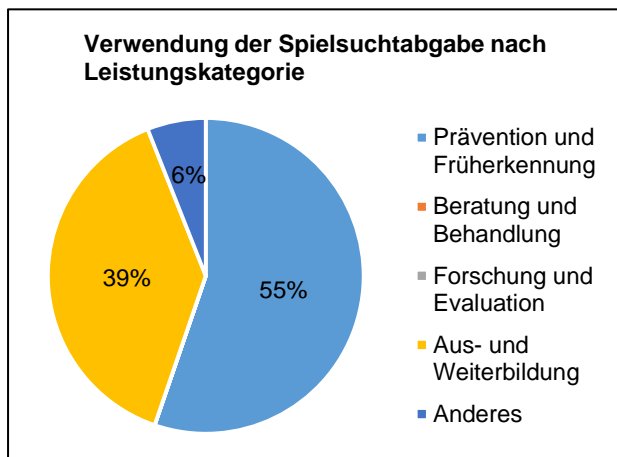
## Kanton Glarus



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2014	20'111 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2015	9'680 CHF
Differenz	10'431 CHF

### Kontakt

Orsolya Ebert  
 Hauptabteilung Gesundheit  
 Departement Finanzen und Gesundheit  
 Rathaus  
 8750 Glarus  
 Telefon: 055 646 61 40  
 Fax: 055 646 61 12  
 E-Mail: Orsolya.ebert@gl.ch  
 Internet: www.glarus.ch



### Erläuterung des Kantons Glarus über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Der Kanton Glarus ist Mitglied des Interkantonalen Glücksspielsuchtprojektes zur Prävention und Bekämpfung der Glücksspielsucht Ostschweiz. Mit der Umsetzung des Projekts wurde im Rahmen einer Leistungsvereinbarung die Perspektive Thurgau (PTG) beauftragt. Der Ostschweizer Verbund arbeitet bei verschiedenen Projekten mit dem Nordwestschweizer Kooperationsmodell (zehn Kantone, Umsetzung Sucht Schweiz) zusammen. Erläuterung Fondsbestand PTG: nicht beanspruchtes Budget bildet eine Reserve, welche für zusätzliche Präventionsprojekte eingesetzt werden kann.

### Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2015	81'594 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	'64 CHF
Zuweisung/Entnahme 2015	10'431 CHF
Fondsbestand am 31.12.2015	92'089 CHF



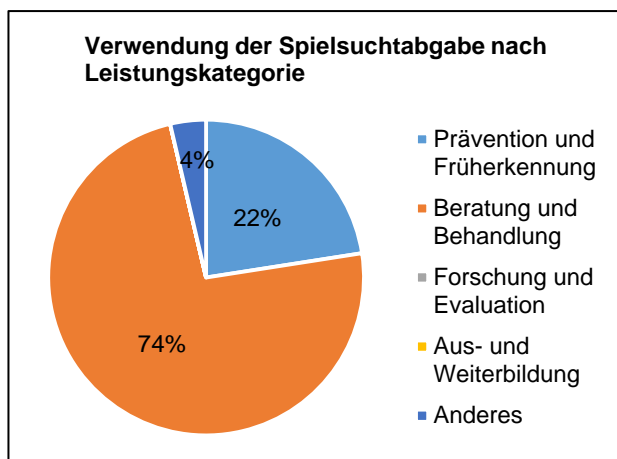
## Kanton Graubünden



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2014	111'841 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2015	78'585 CHF
Differenz	33'256 CHF

### Kontakt

Susanna Gadiant  
 Sozialamt  
 Departement für Volkswirtschaft und Soziales  
 Gürtelstrasse 89  
 7001 Chur  
 Telefon: 081 257 26 51  
 Fax: 081 257 21 48  
 E-Mail: susanna.gadiant@soa.gr.ch  
 Internet: www.soa.gr.ch



### Erläuterung des Kantons Graubünden über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Das kantonale Sozialamt Graubünden erfüllt die Beratung von Menschen mit Spielsuchtproblemen mit einem Beratungsangebot im Bereich der Suchtberatung durch die regionalen Sozialdienste und dem Sozialdienst für Suchtfragen in Chur.

Im Bereich der Spielsuchtprävention hat der Kanton Graubünden zusammen mit den Kanton AR, AI, GL, SG und TG ein Grundangebot zur Prävention und Bekämpfung der Spielsucht aufgebaut.

Die Grundlage für diese Zusammenarbeit bildet eine Leistungsvereinbarung des Kantons St. Gallen mit der Firma "Perspektive Thurgau", die für die operative Geschäftsführung verantwortlich ist.

Die effektiven Kosten werden anhand der Wohnbevölkerung per 31. Dezember 2014, 2015 und 2016 auf die beteiligten Kantone verteilt.

Der Kanton Graubünden ist Mitglied des Interkantonalen Glücksspielsuchtprojektes zur Prävention und Bekämpfung der Glücksspielsucht Ostschweiz. Mit der Umsetzung des Projekts wurde im Rahmen einer Leistungsvereinbarung die Perspektive Thurgau (PTG) beauftragt. Der Ostschweizer Verbund arbeitet bei verschiedenen Projekten mit dem Nordwestschweizer Kooperationsmodell (zehn Kantone, Umsetzung Sucht Schweiz) zusammen. Erläuterung Fondsbestand PTG: nicht beanspruchtes Budget bildet eine Reserve, welche für zusätzliche Präventionsprojekte eingesetzt werden kann.

### Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2015	309'468 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	'774 CHF
Zuweisung/Entnahme 2015	33'256 CHF
Fondsbestand am 31.12.2015	343'498 CHF





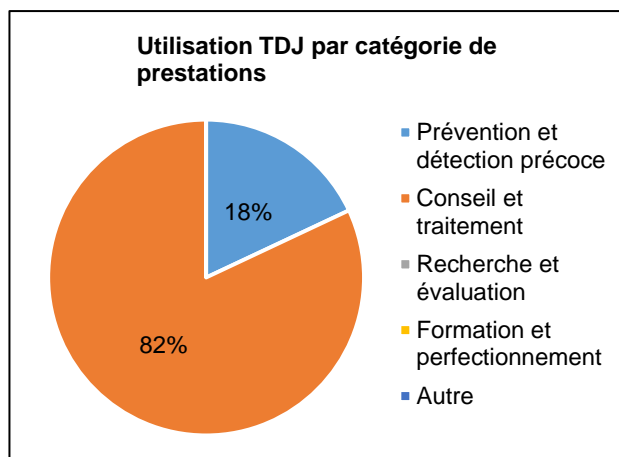
## Canton du Jura



Part de la TDJ 2014	72'850 CHF
Total dépenses du canton en 2015	72'850 CHF
Différence	0 CHF

### Contact

Olivier Etique  
 Service de l'Action Sociale  
 Département des Affaires sociales  
 Faubourg des Capucins 20  
 2800 Delémont  
 Téléphone: 032 420 51 44  
 Fax: 032 420 51 41  
 E-Mail: [olivier.etique@jura.ch](mailto:olivier.etique@jura.ch)  
 Internet: [www.jura.ch](http://www.jura.ch)



### Commentaire du canton du Jura au sujet de l'utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu

Dans le canton du Jura, la problématique de la dépendance au jeu est mandatée à Caritas Jura par le biais de la structure mise en place en vue du désendettement. La taxe sur la dépendance au jeu est intégralement utilisée pour financer la contribution au GREA, la mise à disposition d'un pourcentage d'une assistante sociale employée du Service cantonal de l'Action Sociale. Le solde faisant partie du financement de Caritas-Jura.

### Fonds TDJ (en CHF)

Etat du fonds au 01.01.2015	0 CHF
Intérêts/Frais administratifs	0 CHF
Affectations/Prélèvements 2015	0 CHF
Etat du fonds au 31.12.2015	0 CHF



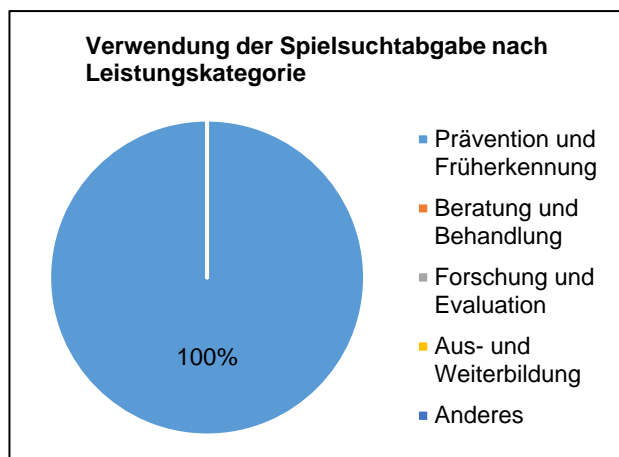
## Kanton Luzern



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2014	166'509 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2015	42'945 CHF
Differenz	123'564 CHF

### Kontakt

Dr. sc. nat., dipl. pharm. Regina Suter  
 Dienststelle Gesundheit und Sport  
 Gesundheits- und Sozialdepartement  
 Meyerstrasse 20  
 Postfach: 3439  
 6002 Luzern  
 Telefon: 041 228 60 98  
 Fax: 041 228 67 33  
 E-Mail: [regina.suter@lu.ch](mailto:regina.suter@lu.ch)  
 Internet: [www.gesundheit.lu.ch](http://www.gesundheit.lu.ch)



### Erläuterung des Kantons Luzern über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Der Kanton Luzern ist Mitglied des Nordwestschweizer Kooperationsmodells mit insgesamt 10 Kantonen und der Sucht Schweiz für den Bereich der Spielsuchtprävention.

Der Fondsbestand bietet Gewähr, kantonsspezifische Projekte realisieren zu können. Solche Projekte sind in Abklärung oder wurden durchgeführt und erscheinen im folgenden Jahr in der Berichterstattung.

### Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2015	684'472 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	0 CHF
Zuweisung/Entnahme 2015	123'564 CHF
Fondsbestand am 31.12.2015	808'036 CHF



## Canton de Neuchâtel



Part de la TDJ 2014	179'500 CHF
Total dépenses du canton en 2015	179'500 CHF
Différence	0 CHF

### Contact

Directrice de la prévention Fondation Neuchâtel Addictions

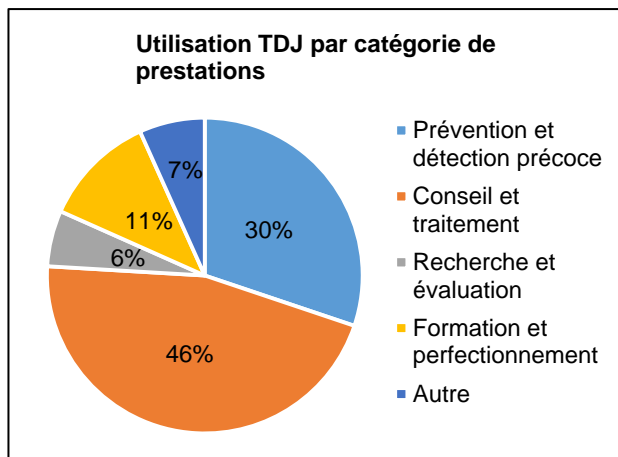
Valérie Wenger Pheulpin  
Fondation Neuchâtel Addictions  
Fausses-Brayes 5  
2000 Neuchâtel

Téléphone: 032 886 86 10

Fax: 032 886 86 49

E-Mail: [valerie.wengerpheulpin@ne.ch](mailto:valerie.wengerpheulpin@ne.ch)

Internet: [www.fondation-neuchatel-addictions.ch](http://www.fondation-neuchatel-addictions.ch)



### Commentaire du canton de Neuchâtel au sujet de l'utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu

La République et Canton de Neuchâtel, représentée par son service des institutions pour adultes et mineurs (SIAM), rattaché au Département de la justice, de la sécurité et de la culture (DJSC) a donné mandat à la Fondation Neuchâtel Addictions (FNA) de mettre en place sur son territoire des dispositifs et des interventions censés prévenir l'addiction au jeu et venir en aide aux personnes souffrant de pathologies liées à la dépendance au jeu. Le Canton de Neuchâtel, par le SIAM, s'engage à réserver à la FNA l'entier du RBJ, après déduction de la part revenant au GREA pour le PILDJ. Le montant touché est communiqué en juin par la LORO, et versé au mandataire de suite, aussitôt réglée la facture du GREA. La FNA s'engage à mettre tout en œuvre, avec les moyens à disposition, pour rendre son action en faveur de la population-cible du PILDJ la plus efficace possible; elle est libre de choisir les moyens et les ressources pour atteindre cet objectif. Elle rend compte des dépenses encourues lors de la remise annuelle de ses comptes au SIAM. Elle informe le SIAM régulièrement, mais au moins une fois par année lors d'une séance organisée à son initiative, de l'avancement des travaux et de l'état des dossiers en cours. De plus, elle représente le canton de Neuchâtel au sein du groupe d'accompagnement du PILDJ, qui se réunit quatre fois par année. (Extrait de la convention de collaboration entre le canton de Neuchâtel et la FNA)

### Fonds TDJ (en CHF)

Etat du fonds au 01.01.2015	156'486 CHF
Intérêts/Frais administratifs	CHF
Affectations/Prélèvements 2015	0 CHF
Etat du fonds au 31.12.2015	156'486 CHF



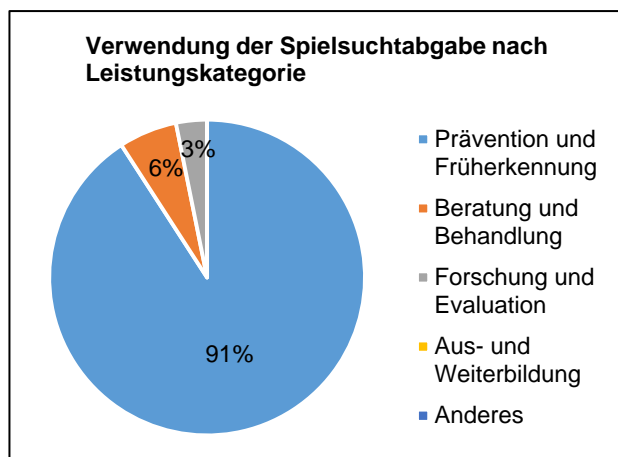
## Kanton Nidwalden



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2014	18'833 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2015	9'450 CHF
Differenz	9'383 CHF

### Kontakt

Barbara Etienne Rohrer  
 Sozialamt/Gesundheitsförderung und Integration  
 Gesundheits- und Sozialdirektion  
 Marktgasse 3  
 6370 Stans  
 Telefon: 041 618 75 90  
 E-Mail: barbara.etienne@nw.ch  
 Internet: www.nw.ch/gfi



### Erläuterung des Kantons Nidwalden über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Der Kanton Nidwalden setzt die Gelder in Prävention von Glücksspielsucht ein mittels des interkantonalen Projekts Glücksspielsucht. Das Mandat dazu hat Suchtschweiz. Der andere Teil setzte der Kanton in die primäre Prävention zu Internetnutzung Bereich Glücksspielsucht mit Modulen in der Schule ein. Zielgruppe sind Kinder und Jugendliche.

### Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2015	58'362 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	58 CHF
Zuweisung/Entnahme 2015	9'383 CHF
Fondsbestand am 31.12.2015	67'803 CHF





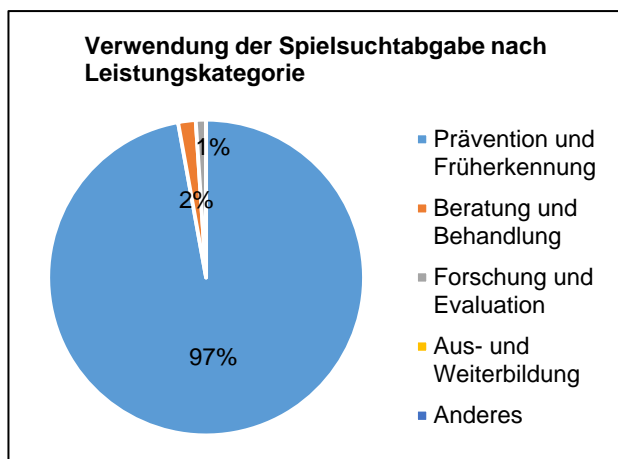
## Kanton Obwalden



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2014	14'481 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2015	24'157 CHF
Differenz	-9'676 CHF

### Kontakt

Beauftragte für Prävention und Gesundheitsförderung/  
Stellenleitung  
Christine Durrer  
Sozialamt/Fachstelle Gesellschaftsfragen  
Sicherheits- und Justizdepartement SJD  
Dorfplatz 4  
Postfach: 1261  
6061 Sarnen  
Telefon: 041 666 60 66  
Fax: 041 666 64 14  
E-Mail: [christine.durrer@ow.ch](mailto:christine.durrer@ow.ch)  
Internet: [www.gesellschaftsfragen.ow.ch](http://www.gesellschaftsfragen.ow.ch)



### Erläuterung des Kantons Obwalden über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Seit 2009 beteiligt sich der Kanton Obwalden an dem interkantonalen Kooperationsmodell, welches Sucht Schweiz das Mandat zur Planung und Durchführung von Präventionsmassnahmen im Bereich Glücksspiel erteilt. Der Kanton überweist jährlich 25% der Spielsuchtabgabe, vertraglich geregelt bis Ende 2018. Der gesamte restliche Betrag (75%) wird für Präventionsarbeit mit Jugendlichen verwendet. Hierbei liegt der Fokus auf der Stärkung von Schutzfaktoren. Schutzfaktoren repräsentieren erhöhte Widerstandskraft oder verringern Verletzlichkeit bezüglich des Einflusses von Risikofaktoren. Jährlich wird eine Powerwoche (während den Osterferien) für Jugendliche aus der Oberstufe durchgeführt. Zentrale Anliegen dieses Angebotes sind Selbstwirksamkeit, Befähigung und Mitsprache. Da im Kanton Obwalden mit seinen rund 36'000 Einwohnern und 7 Gemeinden kein Spielcasino steht, fokussieren wir unsere weitere Präventionsarbeit auf den Umgang mit Neuen Medien. Das Internet erlaubt Spielen ohne Grenzen und bietet problematischem Suchtverhalten Hand. In den Schulen des Kantons wird das Thema Neue Medien sehr unterschiedlich behandelt. Deshalb ergänzt das Programm "generation.at" diese Bemühungen mit Elternabenden, Infoveranstaltungen für Lehrpersonen und Schüler/innen. Die Programmleitung ist Mitglied der Fachgruppe Glücksspielsucht des Fachverband Sucht.

### Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2015	0 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	0 CHF
Zuweisung/Entnahme 2015	-9'676 CHF
Fondsbestand am 31.12.2015	-9'676 CHF



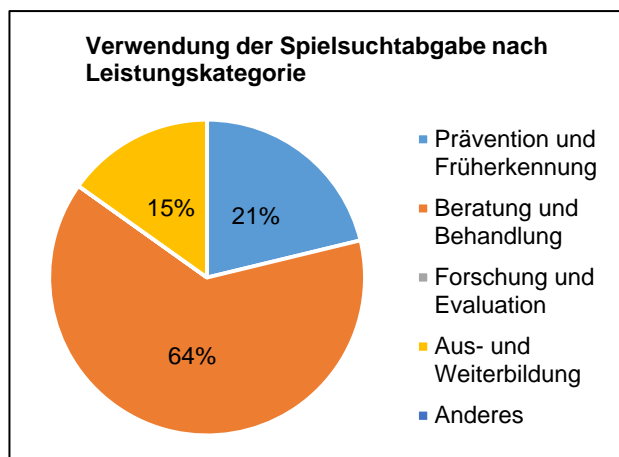
## Kanton Schaffhausen



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2014	32'402 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2015	33'000 CHF
Differenz	-'598 CHF

### Kontakt

Christoph Roost  
 Sozialamt  
 Departement des Innern  
 Platz 4  
 Postfach: 1421  
 8201 Schaffhausen  
 Telefon: 052 632 73 83  
 Fax: 052 632 78 30  
 E-Mail: christoph.roost@ktsh.ch  
 Internet: www.sh.ch



### Erläuterung des Kantons Schaffhausen über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Der Kanton Schaffhausen hat eine Leistungsvereinbarung mit dem Trägerverein der Fachstelle für Gesundheitsförderung, Prävention und Suchthilfe, welcher die Aufgaben in der Prävention und Beratung der Spielsucht operativ wahrnimmt und die Bekämpfung der sozial-schädlichen Auswirkungen des Glücksspiels aktiv angeht. Die der Fachstelle zugesprochenen Mittel werden in der Beratung, aber auch in der Prävention (Kinospots, freelance-Angebote für Schulen) wie auch der Weiterbildung eingesetzt. Im Jahr 2015 hat eine Fachtagung mit namhaften Referent/innen stattgefunden, zu welcher die Sozialtätigen des Kantons Schaffhausen breit eingeladen wurden. Der Kanton führt keinen eigenen Fonds für die Spielsuchtabgabe, vielmehr ist er Bestandteil des Fonds für Suchtprophylaxe und Gesundheitsförderung. Dieser wird durch die kantonale Alkoholabgabe, dem Alkoholzehntel und kantoneigenen Beiträgen alimentiert. Der Fondsbestand beinhaltet aus diesen Gründen den ganzen Fonds. Die Mittelverwendung im Jahr 2015 liegt im Rahmen der Erwartungen.

### Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2015	263'255 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	0 CHF
Zuweisung/Entnahme 2015	-'598 CHF
Fondsbestand am 31.12.2015	262'657 CHF



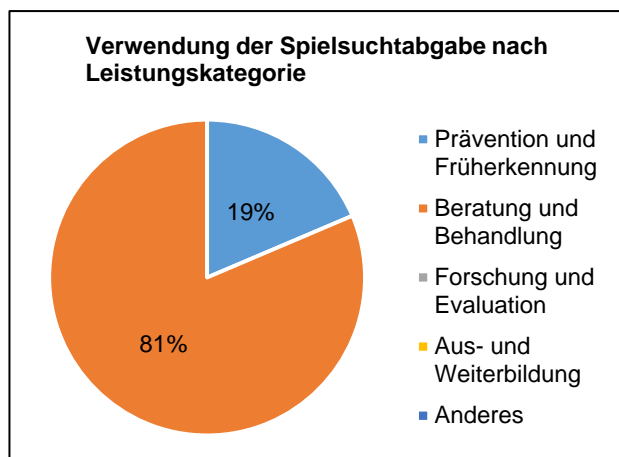
## Kanton Schwyz



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2014	70'538 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2015	64'500 CHF
Differenz	6'038 CHF

### Kontakt

Stv. Leiter Soziales  
 Markus Erni  
 Amt für Gesundheit und Soziales  
 Departement des Innern  
 Kollegiumstrasse 28  
 Postfach: 2161  
 6431 Schwyz  
 Telefon: 041 819 16 57  
 E-Mail: markus.erni@sz.ch  
 Internet: www.sz.ch



### Erläuterung des Kantons Schwyz über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

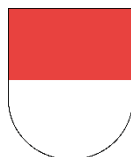
Die Spielsuchtabgabe wird im Kanton Schwyz insbesondere für Prävention und Früherkennung sowie für die Beratung und Behandlung verwendet. Sämtliche Gelder wurden der Fachstelle Schuldenfragen des Kantons Schwyz zugesprochen. Diese setzt Begleitmassnahmen einer Geldspielsuchtbehandlung um, indem sie Betroffene berätet und begleitet, welche aufgrund einer Spielsucht in Schulden geraten sind. Ausserdem führt die Fachstelle Schuldenfragen des Kantons Schwyz Präventionsveranstaltungen an Oberstufenschulen durch. Wobei über den richtigen Umgang mit dem Einkommen sowie über entsprechende Schuldenrisiken, z.B. einer Spielsucht, informiert wird. (Der Kanton wendet jährlich insgesamt Fr. 174'500.-- für die Fachstelle Schuldenfragen auf.)

### Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2015	77'445 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	0 CHF
Zuweisung/Entnahme 2015	6'038 CHF
Fondsbestand am 31.12.2015	83'483 CHF



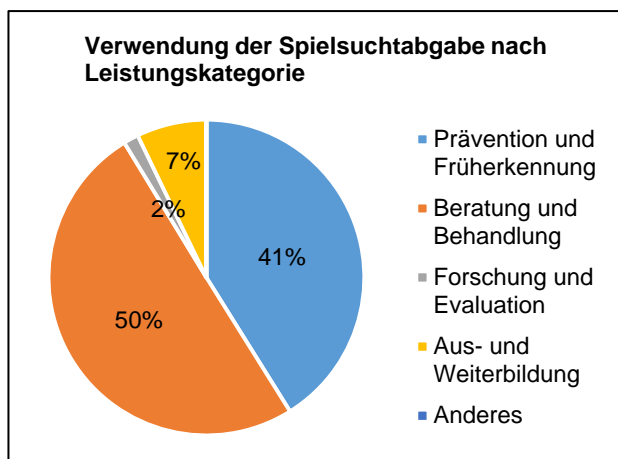
## Kanton Solothurn



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2014	142'673 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2015	139'486 CHF
Differenz	3'187 CHF

### Kontakt

Leiter Fachstelle Prävention & Gesundheitsförderung  
 Christian Bachmann  
 Amt für soziale Sicherheit  
 Departement des Innern  
 Ambassadorshof/Riedholzplatz 3  
 4509 Solothurn  
 Telefon: 032 627 63 17  
 Fax: 032 627 22 21  
 E-Mail: christian.bachmann@ddi.so.ch  
 Internet: www.aso.so.ch



### Erläuterung des Kantons Solothurn über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Die Mittel der Spielsuchtabgabe werden im kantonalen Fonds für die Prävention und Bekämpfung der Spielsucht verwaltet. Im Jahr 2015 wurden sie folgendermassen eingesetzt: 1. Beitrag an die Schuldenberatung AG-SO für Leistungen im Bereich der Geldspielsuchtberatung. Die Schuldenberatung ist im Kanton Solothurn die Beratungsstelle, die bis anhin am meisten Spielsüchtige erreicht (u.a. mittels spezifischen Flyern in Casinos) und unterstützt. 2. Leistungsvereinbarung mit der Sucht Schweiz. Der Kanton Solothurn hat sich mit 9 weiteren Kantonen der Nordwest- und Innerschweiz zu einem Kooperationsmodell zusammenschlossen und die Sucht Schweiz mandatiert, Präventionsmassnahmen zu konzipieren und umzusetzen und Forschungsprojekte in Auftrag zu geben. Dabei wurden im Jahr 2015 folgende Leistungen erbracht: Website [www.sos-spielsucht.ch](http://www.sos-spielsucht.ch) / Online-Beratung und Telefonische Helpline 0800 040 080 / Sensibilisierungsmaterialien für die Fachstellen / Kampagne / Forschungsprojekt "gesperrte SpielerInnen" / Literatur-Update des Berichts zur Situationsanalyse von 2010 / Erarbeitung einer Rubrik "pathologisches Glücksspiel" auf [www.praxis-suchtmedizin.ch](http://www.praxis-suchtmedizin.ch). (Die Aufteilung der Leistungsfelder unter Punkt 6 erfolgt prozentual gemäss Angabe von Sucht Schweiz). 3. Beitrag an die Perspektive Region Solothurn-Grenchen zur Weiterführung des Projekts "Beratungs- und Behandlungsangebot für betroffene Personen einer Glücksspielsucht. (Da die Leistungen vor allem im Jahr 2015 erbracht wurden, die Abrechnung aber erst im Sommer 2016 erfolgt, ist der maximale Betrag von Fr. 15'000.00 (Kostendach) im 2015 abgegrenzt worden. Falls nicht das ganze Kostendach ausgeschöpft werden sollte, wird die Differenz in der Berichterstattung 2016 als Minusbetrag ausgewiesen.) 4. Finanzierung Plakat Regionalisierung Kampagne 2015.

### Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2015	361'961 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	CHF
Zuweisung/Entnahme 2015	3'187 CHF
Fondsbestand am 31.12.2015	365'148 CHF





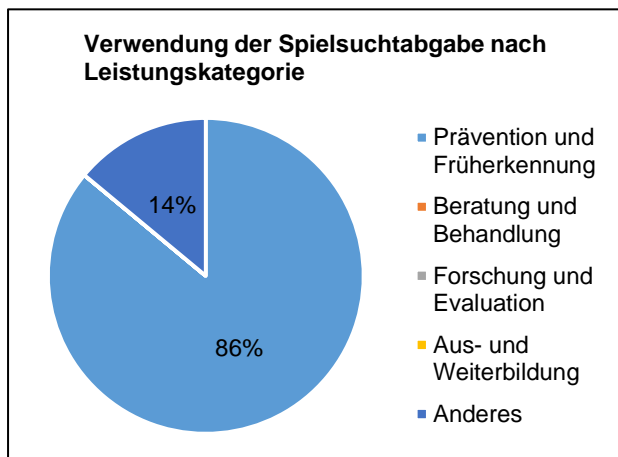
## Kanton St. Gallen



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2014	217'340 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2015	51'700 CHF
Differenz	165'640 CHF

### Kontakt

Fachbereichsleiterin Sucht und Sexual Health  
 Martina Gadiant  
 Kantonsärztlicher Dienst  
 Gesundheitsdepartement  
 Oberer Graben 32  
 9001 St. Gallen  
 Telefon: 058 229 43 48  
 Fax: 058 229 35 52  
 E-Mail: [martina.gadiant@sg.ch](mailto:martina.gadiant@sg.ch)  
 Internet: [www.gesundheit.sg.ch](http://www.gesundheit.sg.ch)



### Erläuterung des Kantons St. Gallen über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Der Kanton St. Gallen ist mit 5 weiteren Kantonen (AI, AR, GL, GR, TG) Mitglied des Interkantonalen Glücksspielsuchtsprojektes zur Prävention und Bekämpfung der Glücksspielsucht Ostschweiz. Mit der Umsetzung des Projekts wurde im Rahmen einer Leistungsvereinbarung die Perspektive Thurgau (PTG) beauftragt. Der Ostschweizer Verbund arbeitet bei verschiedenen Projekten mit dem Nordwestschweizer Kooperationsmodell (zehn Kantone, Umsetzung Sucht Schweiz) zusammen. Erläuterung Fondsbestand PTG: nicht beanspruchtes Budget bildet eine Reserve, welche für zusätzliche Präventionsprojekte eingesetzt werden kann.

### Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2015	1160'275 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	-1'160 CHF
Zuweisung/Entnahme 2015	165'640 CHF
Fondsbestand am 31.12.2015	1324'755 CHF



# Kanton Thurgau



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2014	101'800 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2015	86'145 CHF
Differenz	15'655 CHF

## Kontakt

Beauftragte für Gesundheitsförderung, Prävention und Sucht

Judith Hübscher Stettler

Amt für Gesundheit

Departement für Finanzen und Soziales

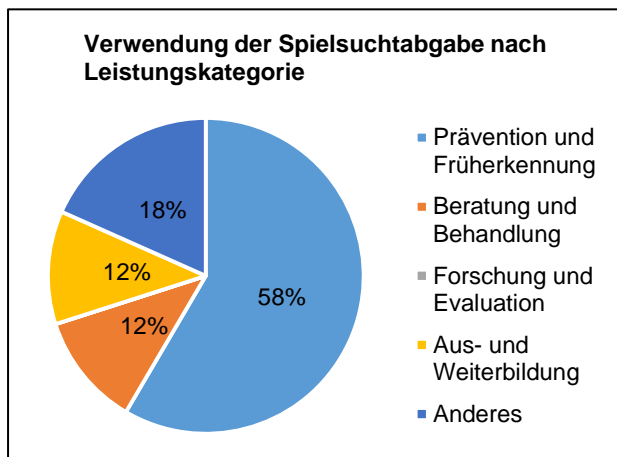
Promenadenstrasse 16

8510 Frauenfeld

Telefon: 058 345 68 68

E-Mail: [judith.huebscher@tg.ch](mailto:judith.huebscher@tg.ch)

Internet: [www.gesundheit.tg.ch](http://www.gesundheit.tg.ch)



## Erläuterung des Kantons Thurgau über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Der Kanton Thurgau ist Mitglied des Interkantonalen Glücksspielprojekts zur Prävention und Bekämpfung der Glücksspielsucht Ostschweiz. Mit der Umsetzung dieser Zusammenarbeit wurde im Rahmen einer Leistungsvereinbarung die Perspektive Thurgau beauftragt. Der Ostschweizer Verbund arbeitet bei verschiedenen Projekten mit dem Nordwestschweizer Kooperationsmodell (zehn Kantone, Umsetzung durch Sucht Schweiz) zusammen. Die interkantonale Zusammenarbeit hat zum Ziel, schnelle und unkomplizierte Ersthilfe sowie Informationsvermittlung für Betroffene und Angehörige auf verschiedenen Kanälen (E-Mail, Telefon, Webseite, Beratungsstellen) sicherzustellen, die Bevölkerung für die Risiken exzessiven Glücksspiels zu sensibilisieren, die professionelle Kompetenz der Beratungsangebote in der Region zu verbessern und die Bemühungen zur Bekämpfung der Spielsucht zu koordinieren. Im vergangenen Jahr wurde in der Ostschweiz das Grundangebot aufrechterhalten und eine Sensibilisierungskampagne für 2016 geplant und aufgelegt.

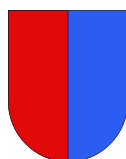
## Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2015	324'215 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	'973 CHF
Zuweisung/Entnahme 2015	15'655 CHF
Fondsbestand am 31.12.2015	340'843 CHF

Ergänzend zur interkantonalen Zusammenarbeit wurden im Kanton Thurgau zwei regionale Stellen aus dem Spielsuchtfonds mit je einem Betriebsbeitrag unterstützt (Perspektive Thurgau: Sicherstellung eines Beratungsangebots im Bereich Spielsucht und entsprechende Weiterbildung für Beratende; BENEFO Stiftung Frauenfeld: Unterstützung der Budgetberatung/Schuldensanierung).



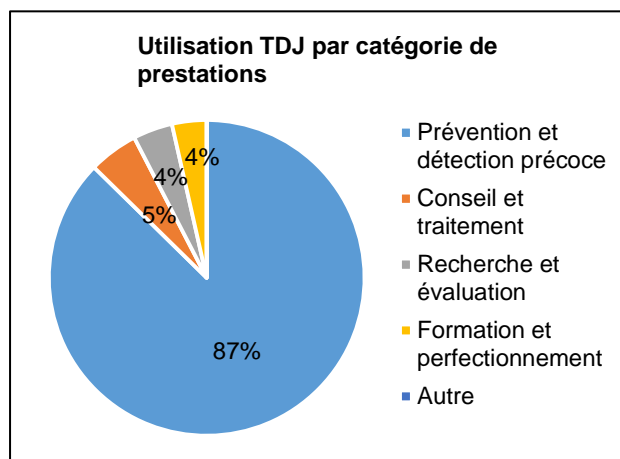
## Cantone Ticino



Part de la TDJ 2014	211'575 CHF
Total dépenses du canton en 2015	264'965 CHF
Différence	-53'391 CHF

### Contact

Fondo gioco patologico  
 Giorgio Stanga  
 Ufficio fondi Swisslos e Sport-toto  
 Dipartimento dell'educazione, della cultura e dello sport  
 Residenza governativa  
 6501 Bellinzona  
 Téléphone: 091 814 34 13  
 Fax: 091 814 44 20  
 E-Mail: decs-uf@ti.ch  
 Internet: www.ti.ch/giocopatologico



### Commentaire du canton du Ticino au sujet de l'utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu

Nel 2015 il Consiglio di Stato ha rinnovato l'accordo di collaborazione con il Gruppo Azzardo Ticino - Prevenzione (GAT-P) per la gestione 2015-17 della Rete di prevenzione del gioco d'azzardo patologico nel Cantone Ticino. Per il periodo citato il GAT-P continuerà pertanto a occuparsi del coordinamento dei progetti e delle attività nell'ambito della prevenzione del gioco eccessivo, della sensibilizzazione dell'opinione pubblica sui problemi legati al gioco e del servizio di sostegno ai giocatori problematici e patologici e alle loro famiglie. A Telefono Amico Ticino e Grigioni Italiano è invece stato confermato il contributo annuo per la gestione del Servizio di ascolto 143, con particolare riferimento all'attività di prevenzione dei disagi legati al gioco patologico.

Su mandato del Cantone Ticino, l'associazione Radix Svizzera Italiana ha realizzato la prima parte del progetto Peer Education per la prevenzione al gioco d'azzardo, previsto durante l'anno scolastico 2014-15 nelle scuole professionali. La Commissione consultiva Fondo gioco patologico ha valutato molto positivamente le attività svolte e ha preavvisato favorevolmente il loro prosieguo. Per l'anno scolastico 2015-16 il progetto, che coinvolge cinque classi di quattro scuole professionali, prevede la progettazione e l'allestimento di una mostra interattiva.

Il Cantone Ticino, considerata la sua "particolare" situazione (sia dal punto di vista geografico, sia da quello linguistico), non ha aderito ad alcun programma intercantonale di prevenzione e lotta contro la dipendenza dal gioco. Il nostro Cantone collabora in ogni caso con i vari enti attivi nelle altre regioni della Svizzera; nel 2010-11, ad esempio, è stata organizzata una campagna di sensibilizzazione sul gioco patologico d'intesa con il GREA e l'ISPA (oggi Dipendenze Svizzera). I costi amministrativi e di gestione del Fondo gioco patologico sono assunti dal Fondo Swisslos.

### Fonds TDJ (en CHF)

Etat du fonds au 01.01.2015	381'351 CHF
Intérêts/Frais administratifs	-1'034 CHF
Affectations/Prélèvements 2015	-53'391 CHF
Etat du fonds au 31.12.2015	326'926 CHF



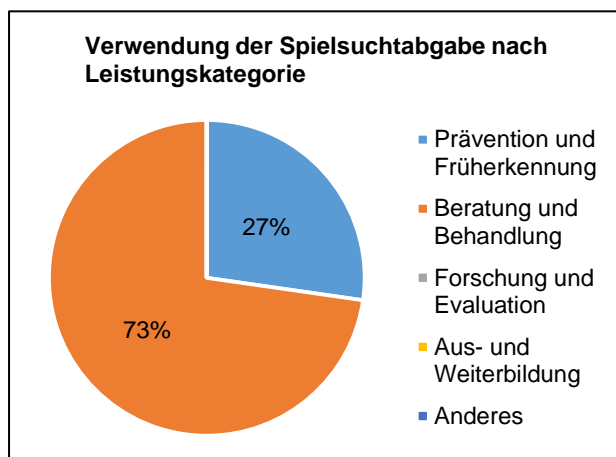
## Kanton Uri



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2014	14'997 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2015	13'749 CHF
Differenz	1'248 CHF

### Kontakt

Vorsteher Amt für Soziales  
 Werner Danioth  
 Amt für Soziales  
 Gesundheits-, Sozial- und Umweltdirektion  
 Klausenstrasse 4  
 6460 Altdorf  
 Telefon: 041 875 21 52  
 Fax: 041 875 21 54  
 E-Mail: [werner.danioth@ur.ch](mailto:werner.danioth@ur.ch)  
 Internet: [www.ur.ch](http://www.ur.ch)



### Erläuterung des Kantons Uri über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Die Spielsuchtabgabe im Kanton Uri wird hauptsächlich für die Beratung und die Früherkennung und Prävention von Spielsucht eingesetzt. Die Beiträge gehen an die Suchtberatungsstelle kontakt uri und an Sucht Schweiz.

### Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2015	35'300 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	0 CHF
Zuweisung/Entnahme 2015	1'248 CHF
Fondsbestand am 31.12.2015	36'548 CHF





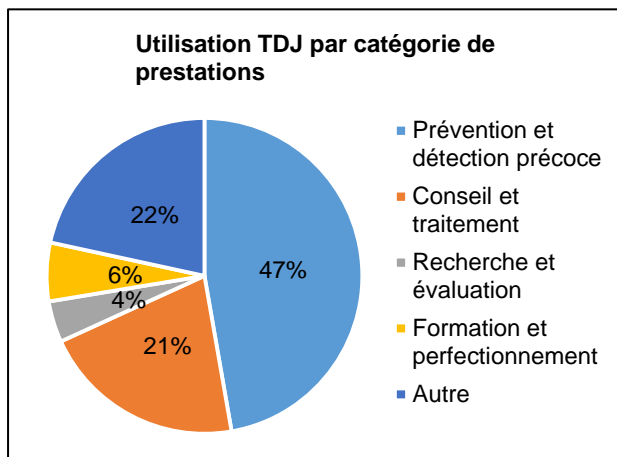
## Canton du Valais



Part de la TDJ 2014	376'243 CHF
Total dépenses du canton en 2015	375'751 CHF
Différence	'492 CHF

### Contact

Fonds pour la lutte contre la dépendance au jeu  
 Laurent Léger  
 Service de l'industrie, du commerce et du travail  
 Département de l'économie, de l'énergie et du territoire  
 Av. du Midi 7  
 Case postale: 478  
 1950 Sion  
 Téléphone: 027 606 73 14  
 Fax: 027 606 73 37  
 E-Mail: l.leger@admin.vs.ch  
 Internet: www.vs.ch/sict



### Commentaire du canton du Valais au sujet de l'utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu

Dans le canton du Valais, le 0.5% du bénéfice de la loterie romande est versé dans un fonds cantonal de lutte contre la dépendance au jeu, lequel est rattaché administrativement au Service de l'industrie, du commerce et du travail. Ce fonds est géré par une commission qui regroupe le chef du Service de l'industrie, le chef du Service de l'action sociale, le médecin cantonal ainsi qu'un collaborateur du Service de l'enseignement en charge de la prévention dans les écoles. Actuellement, ce fonds participe au financement du programme intercantonal de lutte contre la dépendance au jeu (PILDJ). De plus, il sert à financer les deux mandats de prestation qui ont été signés avec Addiction Valais et Caritas Valais. Par rapport à 2014, les montants des mandats de prestations ont été adaptés à la hausse (65'000.- pour Caritas Valais, soit 15'000.- de plus par an, et 250'000.- pour Addiction Valais, soit 50'000.- de plus par an).

### Fonds TDJ (en CHF)

Etat du fonds au 01.01.2015	1008'190 CHF
Intérêts/Frais administratifs	CHF
Affectations/Prélèvements 2015	'492 CHF
Etat du fonds au 31.12.2015	1008'682 CHF



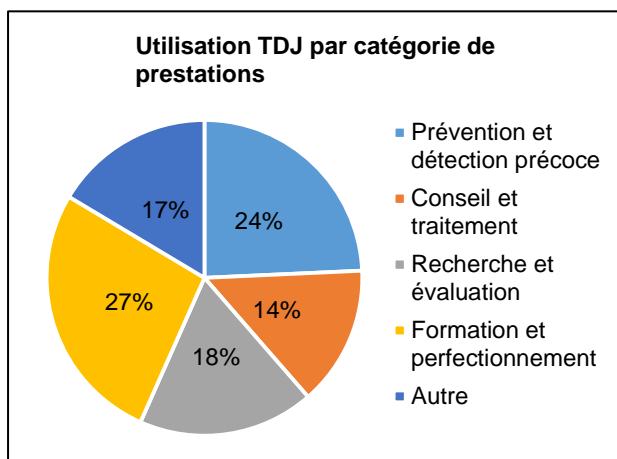
## Canton de Vaud



Part de la TDJ 2014	746'009 CHF
Total dépenses du canton en 2015	746'009 CHF
Différence	0 CHF

### Contact

Dr. Tania Larequi  
 Service de la santé publique  
 DSAS  
 Av. des Casernes 4  
 1014 Lausanne  
 Téléphone: 021 316 44 66  
 E-Mail: tania.larequi@vd.ch



### Commentaire du canton de Vaud au sujet de

#### l'utilisation de la taxe sur la dépendance au jeu

1) PILDJ (programme intercantonal de lutte contre le jeu excessif) : autre : CHF 38'375 destinés au pilotage et à la coordination du PILDJ.

### Fonds TDJ (en CHF)

Etat du fonds au 01.01.2015	0 CHF
Intérêts/Frais administratifs	0 CHF
Affectations/Prélèvements 2015	0 CHF
Etat du fonds au 31.12.2015	0 CHF



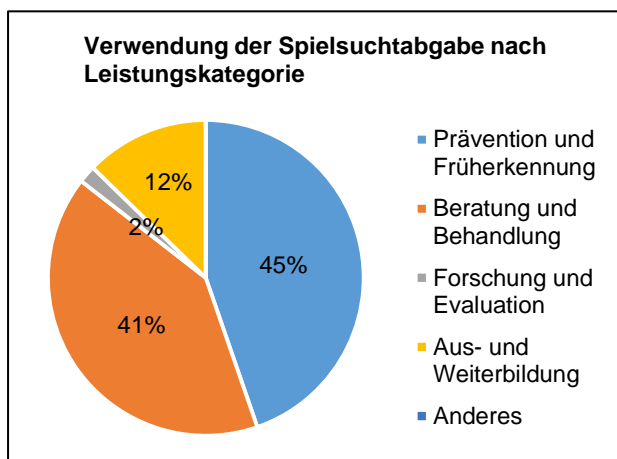
# Kanton Zug



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2014	56'577 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2015	55'144 CHF
Differenz	1'433 CHF

## Kontakt

Abteilungsleiter Kinder- und Jugendgesundheit  
 Olivier Favre  
 Amt für Gesundheit  
 Aegeristrasse 56  
 6300 Zug  
 Telefon: 041 728 39 39  
 Fax: 041 728 39 40  
 E-Mail: [olivier.favre@zg.ch](mailto:olivier.favre@zg.ch)  
 Internet: [www.zg.ch/gesund](http://www.zg.ch/gesund)



## Erläuterung des Kantons Zug über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Die Spielsuchtabgabe wird im Kanton Zug zur Bekämpfung der sozialschädlichen Auswirkungen des Geldspielkonsums eingesetzt, insbesondere zur Prävention und Behandlung der Glücksspielsucht. Gemäss Zuger Kantonsratsentscheid wird der gesamte Betrag dem Amt für Gesundheit überwiesen, welches für die Verwendung der Gelder zuständig ist. Im Berichtsjahr 2015 flossen 25% (Fr. 14'144.-) der zugesprochenen Gelder an Sucht Schweiz, welche aufgrund eines Leistungsvertrages (Interkantonale Vereinbarung) Massnahmen im Bereich Glücksspielsuchtprävention plant und umsetzt. Sucht Schweiz weist für den Kanton Zug per 31.12.2015 ein Guthaben von 10'285.- auf. Dieses Restguthaben wird für die zweite Welle der Kampagne von 2015 im 2016 eingesetzt. Zusätzlich wird der Fachverband Sucht und damit die Weiterbildung von Fachpersonen mit einem Beitrag (Fr. 2'000.-) unterstützt. Ein Teil des Geldes (ca. 40%) wurde der Abteilung Suchtberatung zugewiesen, welche im Berichtsjahr insgesamt 25 Personen (19 Betroffene, 6 Angehörige) im Bereich Spielsucht beraten hat. Zudem arbeitet ein Mitarbeiter der Suchtberatung bei der inhaltlichen Erarbeitung der Website [www.praxis-suchtmedizin.ch](http://www.praxis-suchtmedizin.ch) aktiv mit, wo auch ein Kapitel zum Thema Glücksspielsucht erarbeitet wurde. Fr. 11'500.- (ca. 20%) wurden der Abteilung Kinder- und Jugendgesundheit gutgeschrieben. Diese Gelder wurden für die Umsetzung von Präventionsmassnahmen in Schulen, wie z.B. das freelance Präventionsprogramm, die Erarbeitung und Durchführung von Workshops und Projekttagen zu Themen wie Online- und Spielsucht, eingesetzt.

## Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2015	15'245 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	0 CHF
Zuweisung/Entnahme 2015	1'433 CHF
Fondsbestand am 31.12.2015	16'678 CHF



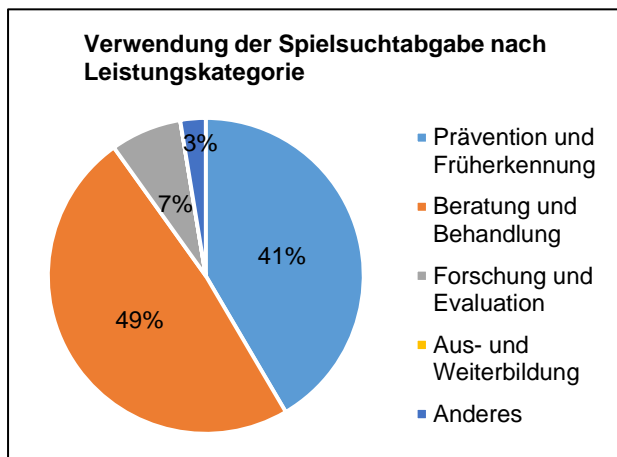
## Kanton Zürich



Anteil an der Spielsuchtabgabe 2014	634'729 CHF
Gesamtausgaben Kanton 2015	654'762 CHF
Differenz	-20'033 CHF

### Kontakt

Lic. iur. Peter Schärer  
 Generalsekretariat  
 Sicherheitsdirektion Kanton Zürich  
 Neumühlequai 10  
 8090 Zürich  
 Telefon: 043 259 21 20  
 Fax: 043 259 51 36  
 E-Mail: peter.schaerer@ds.zh.ch



### Erläuterung des Kantons Zürich über die Verwendung der Spielsuchtabgabe

Das vom Regierungsrat des Kantons Zürich am 12. Januar 2011 genehmigte Konzept zur Prävention und Behandlung von Glücksspielsucht, insbesondere Lotteriespielsucht im Kanton Zürich (RRB Nr. 36/2011), sieht den Betrieb eines Zentrums für Spielsucht und andere Verhaltenssuchte vor. Als Trägerin wurde Radix, Schweizer Kompetenzzentrum für Gesundheitsförderung und Prävention, Zürich, verpflichtet. Radix führt eine Abteilung Prävention, die sich mit allgemeinen Anfragen zum Thema Spielsucht, Kampagnen, Sensibilisierungsarbeiten sowie Schulungen zur Prävention und Früherkennung befasst, sowie eine Abteilung Behandlung, die Betroffene und ihr Umfeld berät und behandelt. Das Zentrum zeichnet sich in beiden Bereichen durch eine hohe Professionalität und Fachkompetenz aus. Das Zentrum erhält Beiträge aus dem Spielsuchtfonds. Fondsmittel können auch eingesetzt werden, um Projekte zur Bekämpfung der Lotteriespielsucht zu finanzieren. 2015 wurde u.a. ein Beitrag für die Kampagne "Prävention Glücksspielsucht" geleistet, eine Adaption der SOS-Kampagne "Wenn dein Spiel zur Sucht wird" von Sucht Schweiz, die von Zentral- und Ostschweizer Kantonen umgesetzt wurde. Dem Institut für Epidemiologie, Biostatistik und Präventivmedizin der Universität Zürich (EBPI) wurde zudem für Begleitung und Kontrolle des Leistungsauftrags des Zentrums für Spielsucht ein Beitrag ausbezahlt.

### Spielsuchtabgabefonds (in CHF)

Fondsbestand am 01.01.2015	2276'046 CHF
Zins; Abzug Kosten Fondsverwaltung	39'831 CHF
Zuweisung/Entnahme 2015	-20'033 CHF
Fondsbestand am 31.12.2015	2295'844 CHF





## Annexe

### Catégories de prestations – définitions et exemples

Le formulaire de rapport prévoit cinq catégories de prestations auxquelles peuvent être attribuées les contributions financées par la taxe sur la dépendance au jeu. Les définitions des catégories ci-après ainsi que la liste d'exemples (non exhaustive) vous aideront à affecter les montants à la bonne catégorie

<b>Catégorie 1: prévention et détection précoce</b>	
Définition	<b>Mesures financées par la taxe sur la dépendance au jeu qui visent à prévenir les conséquences sociales néfastes de la consommation des jeux de hasard, en particulier le développement d'une addiction à ces derniers, ou à détecter de façon précoce un problème de jeux de hasard ou de dépendance à ceux-ci.</b>
Exemples	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Campagnes et actions de sensibilisation</li> <li>▪ Conception, élaboration et distribution de matériel de prévention</li> <li>▪ Mise en place et exploitation de helplines gratuites (priorité: dépistage précoce/orientation vers des institutions de conseil et de traitement)</li> <li>▪ Développement d'un concept (inter)cantonal de prévention</li> </ul>

<b>Catégorie 2: conseil et traitement</b>	
Définition	<b>Mesures financées par la taxe sur la dépendance au jeu qui fournissent un traitement thérapeutique adapté aux personnes souffrant d'un problème de jeux de hasard ou d'une addiction à ceux-ci, favorisent leur intégration sociale ou font partie intégrante de leur suivi.</b>
Exemples	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Mise en place et exploitation d'institutions spécialisées dans le conseil et le traitement de la dépendance aux jeux de hasard</li> <li>▪ Contributions à des institutions thérapeutiques (p. ex. cliniques psychiatriques), destinées à (co)financer des services de conseil et de traitement spécialisés dans la dépendance aux jeux d'argent</li> <li>▪ Contributions à des institutions qui mettent en œuvre des mesures importantes pour accompagner les personnes traitées pour jeu pathologique (p. ex. services de conseil en matière d'endettement), pour autant que les moyens mis à disposition y soient exclusivement employés pour des tâches spécifiques à la dépendance au jeu de hasard.</li> </ul>

<b>Catégorie 3: recherche et évaluation</b>	
Définition	<b>Institutions et projets financés par la taxe sur la dépendance au jeu qui améliorent les connaissances scientifiques sur le phénomène d'addiction aux jeux de hasard, ou collectent des données permettant d'évaluer les mesures financées par ladite taxe.</b>
Exemples	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Etudes cantonales / intercantionales sur la prévalence</li> <li>▪ Evaluation de campagnes</li> </ul>

<b>Catégorie 4: formation et perfectionnement</b>	
Définition	<b>Mesures de formation et de perfectionnement financées par la taxe sur la dépendance au jeu qui enseignent à des spécialistes ou à des bénévoles les connaissances et les compétences dont ils ont besoin pour contribuer à la prévention de la dépendance au jeu de hasard et au traitement de cette addiction.</b>
Exemples	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Evénements de sensibilisation ou de formation des spécialistes et des acteurs-pivots (p. ex. conseillers en matière d'endettement, enseignants)</li> <li>▪ Organisation et tenue de séminaires spécialisés et de congrès sur le thème de la dépendance aux jeux de hasard</li> <li>▪ Mesures visant à intégrer la thématique du jeu pathologique dans différents cursus de formation</li> </ul>

<b>Catégorie 5: autre</b>	
Définition	<b>Catégorie réunissant toutes les contributions financées par la taxe sur la dépendance au</b>

	<b>jeu qui ne peuvent pas être affectées clairement à l'une des quatre autres catégories de prestations.</b>
Exemples	<ul style="list-style-type: none"><li>▪ Les contributions à des prestataires externes qui n'ont pas encore été utilisées durant la période couverte par le rapport.</li><li>▪ Les contributions structurelles à des institutions interdisciplinaires ou couvrant diverses formes de dépendance (p. ex. contribution à une structure de conseil en matière d'endettement, les charges de coordination).</li></ul>